

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service déchets





Table des matières

Préambule	4
PARTIE 1 : INFORMATIONS GENERALES	9
1.1 - Périmètre géographique du service	11
1.2 - Déchets pris en charge par le service	13
1.3 - Compétence et organisation générale du service	13
Cartes des équipements – déchèteries	17
1.4 - Le financement du service	17
1.5 - Les faits marquants de l'année 2022	18
PARTIE 2 : INDICATEURS TECHNIQUES	22
CHAPITRE 1: LA PREVENTION DES DECHETS ET LA COMMUNICATION	23
1.1 - Actions de sensibilisation : l'accueil téléphonique Info Déchets	25
1.2 - Actions de sensibilisation auprès du public scolaire	25
1.2.1 - Cible : Ecoles élémentaires et Ecoles maternelles	26
1.3 - Actions de sensibilisation autour des crèches	27
1.4 - Actions de sensibilisation grand public et animation d'évènements	29
1.5 - Actions de communication	31
1.6 - Actions sur la réduction des végétaux et biodéchets : mise à disposition d composteurs individuels, de lombricomposteurs et déploiement de points de con partagé	npostage 34
1.7 - Actions de réduction des déchets verts : Broyage des végétaux à domicile des particuliers et broyage des sapins en point de collecte	
1.8 - Actions de réemploi-réutilisation : mise en place de colonnes d'apport vo Textile	
CHAPITRE 2 : LA COLLECTE DES DECHETS	
2.1 - La pré-collecte	40
2.1.1 - Modes pré-collecte pour la collecte sélective des emballages	40
2.1.2 - Mode pré-collecte pour les ordures ménagères résiduelles (OMR)	
2.1.4 - Mode pré-collecte pour la collecte du verre, du papier et du carton	
2.1.4 - Mode pré-collecte pour la collecte du verre, du papier et du carton	43
2.2 - La collecte	45 ne
2.2 - La collecte 2.2.2 - Spécificité de la collecte et fréquences de collecte 2.2.4 - Seuils de collecte pour les producteurs non ménagers et mise en place d'u	45 ne 49
2.2.2 - Spécificité de la collecte et fréquences de collecte	45 ne 49
2.2.2 - Spécificité de la collecte et fréquences de collecte 2.2.4 - Seuils de collecte pour les producteurs non ménagers et mise en place d'u redevance spéciale pour les déchets ménagers assimilés 2.2.5 - La gestion des dépôts sauvages	45 ne 49 49
2.2 - La collecte 2.2.2 - Spécificité de la collecte et fréquences de collecte 2.2.4 - Seuils de collecte pour les producteurs non ménagers et mise en place d'u redevance spéciale pour les déchets ménagers assimilés 2.2.5 - La gestion des dépôts sauvages 2.3 - La gestion des déchèteries	45 ne 49 49 51
2.2 - La collecte 2.2.2 - Spécificité de la collecte et fréquences de collecte 2.2.4 - Seuils de collecte pour les producteurs non ménagers et mise en place d'u redevance spéciale pour les déchets ménagers assimilés 2.2.5 - La gestion des dépôts sauvages 2.3 - La gestion des déchèteries 2.3.1 - Jours et horaires d'ouverture des déchèteries	45 ne49495152

3.1 - Déchets Ménagers et Assimilés et évolution	55
3.1.1 - Les Ordures Ménagères Assimilés*	59
3.1.2 - Les déchets des déchèteries	61
CHAPITRE 4 : LE TRAITEMENT DES DECHETS	66
4.1 - Origine des déchets collectés et localisation des unités de traitement	nt 66
CHAPITRE 5 : LES TAUX GLOBAUX DE VALORISATION	68
CHAPITRE 6 : LA SITUATION DU TERRITOIRE AU REGARD DES OBJECTIFS REGLEMENTAIRES	
PARTIE 3 : INDICATEURS FINANCIERS	73
3.1 – Les coûts globaux de la compétence Déchets	74
3.2 - Résultats de la matrice Comptacoût	77
3.3 - Résultat de clôture des comptes	80
CONCLUSION	21

Préambule

D'après le code général des collectivités territoriales (articles D2224-1 et suivants), modifié récemment par le décret n°2015-1827, les collectivités en charge du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ont obligation de présenter un «RAPPORT ANNUEL sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ».

OBJECTIFS du RAPPORT ANNUEL:

- Rassembler et mettre en perspective, dans une logique de transparence, les données existantes sur le sujet
- Permettre l'information des citoyens sur le fonctionnement, le coût, le financement et la qualité du service et, ce faisant, favoriser la prise de conscience par les citoyens des enjeux de la prévention et du tri des déchets, mais aussi de l'économie circulaire et de leur propre rôle dans la gestion locale des déchets.

Ce rapport est aussi un élément illustrant l'intégration de la Politique « Déchets » dans la politique « Développement Durable » de la collectivité.

Il doit permettre d'optimiser le fonctionnement, le coût du service de prévention et de gestion des déchets à travers le développement et le suivi d'indicateurs techniques et financiers.

OBLIGATIONS du RAPPORT ANNUEL:

Le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015, portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets, fixe le contenu du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public d'Elimination des Déchets ménagers et assimilés.

→ Présenté au conseil communautaire (conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment à son article L2224-5) lors de la séance en septembre 2022, ce rapport est ensuite transmis aux 10 communes qui composent la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles.

CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET POLITIQUE:

Grenelle de l'environnement : La loi n° 2009-967 du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement fixe à l'article 46 un objectif de réduction de « la production d'ordures ménagères et assimilées de 7 % par habitant pendant les cinq prochaines années ».

Le Plan national de gestion des déchets 2014-2020, vise une réduction de la production de déchets ménagers et assimilés de l'ordre de 7 % entre 2010 et 2020, objectif qui a évolué avec la Loi LTEPCV pour atteindre 10 %. Les déchets d'activités économiques ne font pas l'objet d'un objectif précis.

La loi du 17 aout 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance (TEPCV) fixe des objectifs dans différents domaine d'actions, dont les déchets :

- Réduire de 10 % les déchets ménagers et assimilés produits par habitant d'ici 2020 par rapport à 2010.
- Réduire de 50 % les déchets admis en installations de stockage (2025);
- Porter à 65 % les tonnages orientés vers le recyclage ou la valorisation organique (2025) ;
- Recycler 70 % des déchets du BTP (2020).
- Développer le réemploi et augmenter la quantité de déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation.
- Augmenter la quantité de déchets valorisés sous forme de matière, notamment organique, en orientant vers des filières de valorisation, 55% en 2020 et 65% en 2025.
- Lutter contre le gaspillage alimentaire.
- Stabiliser puis réduire la production de déchets d'activités économiques (DAE).

Le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire 2017-2020 fixe un objectif de réduction de 50% du gaspillage alimentaire à l'horizon 2025.

Le Plan régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD inclus dans le SRADDET) – 2019

Depuis le 26 juin 2019, le Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets est devenu opposable de par son intégration au SRADDET.

Ce plan stratégique régional est un outil de planification globale de la prévention et de la gestion de l'ensemble des déchets produits à l'échelle de la Région, qu'ils soient ménagers ou issus des activités économiques. Il a pour rôle de mettre en place les conditions d'atteinte des objectifs nationaux de réduction des déchets à la source en priorité, d'amélioration des taux de tri et de valorisation des déchets en second lieu.

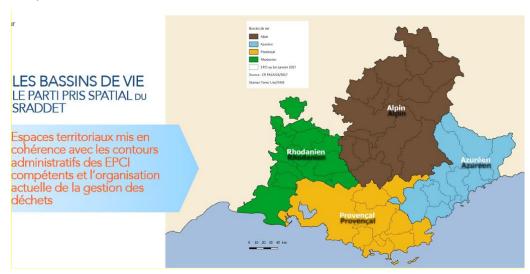
Il rappelle et garantit l'application de la hiérarchie des modes de traitement : réutilisation, recyclage, valorisation, élimination (stockage).

Le PRPGD est opposable aux décisions prises par les personnes morales de droit public, dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets.

Leurs décisions doivent donc être compatibles avec le plan. Il en va aussi bien des décisions prises par les collectivités compétentes en matière de prévention et de gestion des déchets que, par exemple, de l'attribution des autorisations d'exploiter des ICPE délivrées par le préfet (installation de stockage par exemple). L'obligation de compatibilité avec le PRPGD peut donc empêcher la mise

en fonctionnement d'une (nouvelle) installation qui ne correspondrait pas à l'anticipation des besoins en capacités de traitement réalisée par l'autorité de planification.

Ce plan décline les objectifs et besoins sur 4 bassins de vie territoriaux (espace Rhodanien pour la CCVBA) selon les principes de proximité et d'autosuffisance au regard des tonnages existants sur ces bassins. Il prescrit donc la liste des installations qu'il est nécessaire de créer, fermer, adapter.



Carte 1 - Carte des bassins de vie de la région PACA

Définition des besoins pour le système rhodanien :

Le système rhodanien affiche une population actuelle de 700 000 habitants (180 000 sur le pays d'Arles). Les besoins définis dans le PRPGD tiennent compte de l'évolution démographique attendue mais également des objectifs qu'il fixe en matière de déchets et considérés comme atteints (ex : -10 % de production), soit :

	Tonnage 2019	Tonnage en 2025
OMR	250 000	141 000
DMA	442 000	313 000 (déchets d'activité sortis)
DAE	279 600	399 586

Tableau des tonnages d'OMr, DMA et DAE collectés dans le bassin rhodanien en 2019 et estimation de 2025

Compte tenu des équipements existants sur ce bassin de vie, il ressort les besoins principaux suivants :

- Dès 2019, <u>les capacités des installations de stockage des OM résiduelle (sac noir) sont en déficit,</u> un à deux nouveaux centres seront nécessaires.
- Concernant le tri, un seul centre de tri existe sur le bassin rhodanien (Vedène SIDOMRA).
 Au regard des capacités limitées et compte tenu des besoins futurs estimés, une évolution de cet équipement est nécessaire, pour intégrer également l'extension des consignes de tri
- Pour les biodéchets (tri à la source obligatoires dès 2024), ce bassin est bien doté mais en unités de méthanisation essentiellement privées. Les capacités actuelles sont de 248 000 T et les besoins à horizon 2031 de 143 000 tonnes.
- Pour la valorisation énergétique, l'incinérateur de Vedène, dispose de capacités limitées.
 Une demande d'extension est en cours d'instruction auprès des services de l'Etat.

Enfin, concernant les autres équipements :

- prévoir des adaptations des déchèteries (pour l'augmentation du nombre de filières du tri),
- créer de nouvelles déchèteries professionnelles,
- 2 à 10 plateformes pour une valorisation matière des déchets inertes et 4 à 8 centres de stockage
- réfléchir sur les quais de transfert (gain transport recherché),
- prévoir des unités de stockage temporaire pour les déchets saisonniers.

Principaux moyens:

- Créer un maillage d'unités de gestion de proximité (localisation foncière à définir dans les PLU) à l'échelle de chaque bassin : optimisation des unités existantes et création de nouvelles unités en lien avec les projections démographiques et économiques.
- Mise en place des Plans locaux de Prévention dans chaque EPCI avant 2020 (dont prise en compte de la gestion des Déchets d'activité économique)
- Moderniser les centres de tri
- Renforcer le tri à la source
- Développer les sites de réemploi et les filières de valorisation
- Dissocier les déchets des ménages et les déchets d'activités et diminuer la part des DAE de 40% à 20%

Principaux objectifs du PRPGD (sur la base des chiffres 2015):

- application de la hiérarchie des modes de traitement (réutilisation, recyclage, valorisation, élimination)
- → des déchets inertes de 3 M de tonnes grâce à la prévention
- → de 10 % de la production des déchets non dangereux (ménages et activités économiques) en 2025, soit – 600 000 tonnes
- valorisation matière de 65% en 2025 des déchets non dangereux non inertes (augmentation de la collecte sélective, extension des consignes de tri en 2022, tri à la source et valorisation des biodéchets en 2025, ...)
- mise en place de la tarification incitative (1,7 M d'habitants à couvrir d'ici 2025)
- valorisation de 70% des déchets issus du BTP d'ici 2020
- valoriser 65% des encombrants déposés en déchèterie
- des capacités de stockage (ISDND) au profit de l'incinération et des centres de tri
- développement de l'économie circulaire : approvisionnement durable, éco-conception, écologie industrielle, consommation responsable, allongement des durées d'usage...

Enjeux CCVBA dans le cadre du plan régional

De manière générale la Communauté de Communes développe une politique de gestion des déchets en phase avec les orientations du plan (économie circulaire, réemploi, amélioration du tri,...) avec des projets structurants importants : projet quai de transfert, réhabilitation des déchèteries intégrant le réemploi, déploiement de la collecte en porte à porte notamment.

Pour être en conformité avec le PRPGD, il nous reste néanmoins à atteindre d'ici 2025 :

	Objectif -10% déchets ménagers en 2025 par rapport à 2015	Objectif 65% de valorisation des déchets en 2025	-50% en décharge entre 2010 et 2025
Objectif en kg/habitant	-94 kg/habitant sur 885 kg/hab en 2015. Soit 791kg/hab. en 2025	Passer de 64% en 2022 à 65% en 2025	Réduire de près de 3 500 tonnes les déchets en 2025 en décharge sur 6 997 tonnes traitées en 2010

Tableau - Objectifs de prévention fixés par la PRPGD

La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire (AGEC) revoit les objectifs de la Loi TEPCV en modifiant l'objectif de réduction de la production de déchets, lequel passe à :

- moins 15% d'ici 2030 pour les ordures ménagères par habitant
- moins 5% de Déchets d'Activités Economiques d'ici 2030 par rapport à 2010

Le Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés: La publication, au Journal officiel du 14 juin 2015, du décret relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) assure la traduction règlementaire de l'article L.541-15-1 du Code de l'environnement, en définissant le contenu de ces programmes devenus obligatoires ainsi que leurs modalités d'élaboration et de révision. Les objectifs du PLPDMA se fixeront sur ceux du Plan Régional.

La Loi Climat et résilience du 22 aout 2021 a peu d'incidence directe sur la collecte et le traitement des déchets. Elle prévoit notamment l'expérimentation « oui stop pub » ; le développement de la vente en vrac à l'horizon 2030, un bilan environnemental de la consigne du verre à réaliser, le réemploi de pièces d'occasion des véhicules. (En février 2022 les décrets d'application sont en attente.)

PARTIE 1: INFORMATIONS GENERALES

La Communauté de Communes Vallées des Baux-Alpilles a été créée le 21 septembre 1995 par le regroupement de cinq communes situées dans la Vallée des Baux.

En 2002, l'intercommunalité s'est ensuite étendue au nord des Alpilles pour former un regroupement de dix communes (Aureille, Les Baux de Provence, Eygalières, Fontvieille, Mas Blanc-des-Alpilles, Maussane-Les-Alpilles, Mouriès, Le Paradou, Saint Etienne-du-Grès, Saint Rémy de Provence).

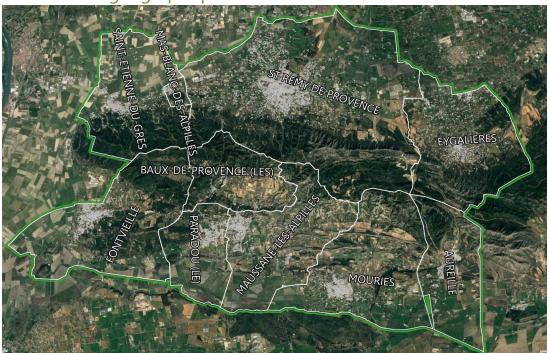
Au 1er janvier 2016, la Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles exerçait la compétence optionnelle d'élimination et valorisation des ordures ménagères et de tous les déchets urbains et non urbains non toxiques (sans la collecte).

- → Les dix communes composant la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles exercent encore leur compétence Collecte des Déchets Ménagers et Assimilés.
- → Le Syndicat Sud Rhône Environnement situé à Beaucaire exerce la compétence Traitement pour huit des dix communes. Pour les communes de Saint Rémy de Provence et Eygalières, le traitement est organisé en groupement de commande avec l'Agglomération Terre de Provence.

Depuis le 1^{er} **janvier 2017**, la Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles exerce la compétence obligatoire « collecte, traitement et prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ».

- → De janvier 2017 à juillet 2018, la CCVBA a délégué la compétence Traitement au Syndicat Sud Rhône Environnement SRE (8 communes) et est en groupement de commande avec Terre de Provence Agglomération pour les communes de Saint Rémy de Provence et Eygalières.
- → Depuis octobre 2018, le traitement sur l'ensemble des communes est délégué à SRE.

1.1 - Périmètre géographique du service



Carte - Périmètre de la CC Vallée des Baux Alpilles - 08/17 - QGIS Google

La Communauté de Communes comprend dix communes, pour une Population Municipale de **27 836 habitants** occupant plus de **17 000 foyers** (données INSEE 2022) et d'une population avec surclassement démographique de Saint-Rémy-de-Provence (en raison de la fréquentation touristique) **de 37 343 habitants**.

C.C.V.B.A.	Nbre Habitants	Surclassement démographique	
Saint-Etienne du Grès	2 497		
Mas Blanc	517		
Aureille	1 545		
Fontvieille	3 544		
Paradou	2 110		
Les Baux de Provence	342	Demande à formaliser	
Maussane les Alpilles	2 362	Demande formalisée En attente instruction	
Mouriès	3 410		
St Rémy de Provence	9 769	9 507	
Eygalières	1 740		
Total (population municipale)	27 836	9 507	
Total population municipale + surclassement démographique	37 343		

Tableau - Répartition de la population municipale de la CCVBA par commune au 1er janvier 2022 INSEE et surclassement démographique de Saint-Rémy-de-Provence

Selon un arrêté préfectoral portant surclassement démographique de la commune de Saint-Rémy-de-Provence du 12 avril 2021, celle-ci affiche désormais une population annuelle de 9 507 habitants supplémentaires résultant de son activité touristique.

Les communes des Baux-de-Provence et de Maussane-les-Alpilles ont également pu estimer un éventuel surclassement démographique, ajoutant 2 400 habitants à la population de Maussane-les-Alpilles et 1 500 habitants à la commune des Baux-de-Provence.

La population réelle sur le territoire atteint donc 37 347 habitants avec la validation de Saint-Rémy-de-Provence et de 41 247 habitants selon le prévisionnel de surclassement démographique des communes de Maussane-les-Alpilles et des Baux-de-Provence. Ce chiffre n'est pas retenu dans le cadre des classifications de l'Ademe et de la Région pour le calcul des populations et donc des quotas de performances, ce qui pénalise notre territoire.

Le présent rapport présente donc les performances de la Communauté de Communes sur la base de la population municipale et également avec le surclassement démographique de Saint-Rémy-de-Provence.

La CCVBA a un taux de résidences secondaires important (plus de 19% contre 5% à l'échelle du département). Avec notamment une évolution marquée du taux de résidences secondaires pour Les Baux de Provence, Eygalières (+30%) puis Le Paradou (30%) et Maussane-les-Alpilles (29%).

COMMUNES	NOMBRE D'HABITANTS	% НАВ	NOMBRE DE RESIDENCES PRINCIPALES		NOMBRE LOGEMENTS VACANTS	TOTAL LOGEMENT	% MAISON 2DE	NOMBRE DE MAISONS	NOMBRE D'APPARTE MENTS	% COLLECTIF
AUREILLE	1522	5,45%	665	58	56	779	7,45%	669	106	13,68%
LES BAUX DE PROVENCE	355	1,27%	150	115	23	288	39,93%	266	21	7,32%
EYGALIERES	1839	6,59%	836	430	46	1 312	32,77%	1 228	79	6,04%
FONTVIEILLE	3591	12,86%	1 749	200	172	2 121	9,43%	1 801	257	12,49%
MAS BLANC DES ALPILLES	511	1,83%	208	20	15	243	8,23%	219	23	9,50%
MAUSSANE LES ALPILLES	2289	8,20%	1 038	497	140	1 675	29,67%	1 406	250	15,10%
MOURIES	3409	12,21%	1 538	306	154	1 998	15,32%	1816	136	6,97%
LE PARADOU	2023	7,25%	835	394	71	1 300	30,31%	1 046	253	19,48%
SAINT ETIENNE DU GRES	2481	8,89%	1 029	147	74	1 250	11,76%	1 126	116	9,34%
SAINT REMY DE PROVENCE	9893	35,44%	4 643	1 195	574	6 412	18,64%	4 675	1 700	26,67%
TOTAL COVEA	27012	1000/	12 501	י ארט	1 225	17 270	100/	1/1 757	2 0/11	170/

Tableau 1 - Répartition de la population et nombre de logements de la CCVBA par commune - INSEE

Territoire semi-rural étendu mais peu peuplé

La densité de la population de la CCVBA est d'environ 100 habitant/km² contre 400 hab/km² pour le département. Géographiquement, le territoire est traversé d'est en ouest par le Massif des Alpilles. Ce relief impose de fait une coupure spatiale et fonctionnelle entre les communes du nord et celles du sud. L'ensemble du périmètre fait partie du Parc Naturel Régional des Alpilles.

Le syndicat de traitement des déchets

Le Syndicat de traitement « Sud Rhône Environnement », auquel adhère la Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles, comprend 5 structures intercommunales et 54 communes portant le total de la population concernée à 121 510 en 2022.

→ La population de la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles représente donc 23% de la population totale couverte par le syndicat de traitement Sud Rhône Environnement.

1.2 - Déchets pris en charge par le service

	Ordure ménagère *	Biodéchet	Recyclable sec	Papier	Verre	Carton	Textile	Autres flux (végétaux, gravats)
Collecte séparée	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Point d'Apport Volontaire (colonnes)				Oui	Oui	Oui	Oui	
Déchèterie				Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Composteur individuel et partagé		Oui						

^{*} Attention : dans les tonnages traités des Ordures Ménagères sont inclus les déchets issus de certains services nettoiement des communes (marchés, corbeille de rue...), les déchets des communes et certains déchets d'activités économiques.

1.3 - Compétence et organisation générale du service

La CCVBA a en charge la collecte et le traitement des Déchets Ménagers (DMA) et des Déchets dits « Assimilés » des Activités économiques (DAE) collectés selon les mêmes conditions que ceux des ménages.

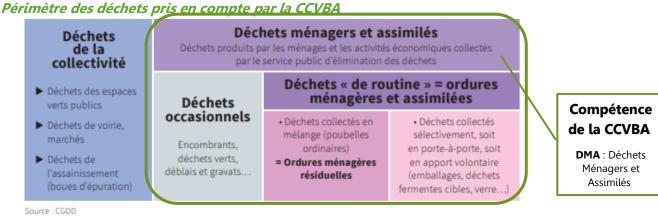


Tableau de répartition des compétences en matière de gestion des déchets selon leur origine

Définition des Déchets dits Assimilés ou dits des Activités économiques (DAE)

Les déchets dits assimilés regroupent les déchets des activités économiques pouvant être collectés avec ceux des ménages, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, sans sujétions techniques particulières (article L.2224-14 du Code général des collectivités territoriales).

→ Il s'agit des déchets des entreprises (artisans, commerçants, bureaux, etc.) et des déchets du secteur public (administrations, hôpitaux, etc.) collectés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

ZOOM DAE

L'étude de caractérisation des déchets ménagers et assimilés menée par l'ADEME en 2017 (MODECOM) a montré que les ordures ménagères résiduelles (OMR) étaient, en France, constituées à minima de 20 % de ces déchets assimilés et 17% des déchets de déchèteries. Cependant, une étude régionale menée par l'observatoire régional des déchets et par la Région Sud affiche un taux de DAE dans les DMA de 36%.

L'activité du service déchet de la Communauté de Communes se décline dans les domaines principaux que sont :

- → L'éducation et la prévention des déchets
- → La délivrance d'avis dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation d'occupation du sol
- → La gestion de la pré-collecte : parc de bacs roulants-colonnes-sacs et autres matériels : achat. distribution et livraison
- → La collecte des OMR, des emballages, des cartons, des encombrants, des verrespapiers-textiles
- → La gestion et l'accueil des déchèteries
- → Le traitement et la valorisation des Déchets Ménagers et Assimilés (délégué à un syndicat Sud Rhône Environnement)

Ces missions sont soit réalisées en régie, soit déléguées, soit réalisées par prestation externe.

→ <u>Concernant la collecte</u>, un mode de gestion en régie en 2022 sur le territoire pour les ordures ménagères résiduelles (OMR) et la collecte sélective des emballages : la collecte en porte-à-porte à l'aide de bacs individuels en majorité.

Le verre et le papier sont collectés en apport volontaire via un marché public avec un prestataire privé.

Une collecte séparée du carton est organisée en régie principalement en apport volontaire à l'aide des colonnes aériennes. A partir d'octobre 2022, le carton en PAV sur 9 communes est collecté via un prestataire privé (sauf Saint-Rémy-de-Provence).

Une convention a été signée avec l'Association Re-Sources pour la collecte du textile en colonnes aériennes.

→ Concernant le traitement, la Communauté de communes a délégué cette compétence au Syndicat de traitement Sud Rhône Environnement (SRE -Beaucaire) jusqu'en 2017 pour 8 de ses communes et depuis le 1^{er} juillet 2018 pour la totalité de son territoire, soit les 10 communes. Les OMR et les emballages sont apportés par le service collecte au quai de transfert à Beaucaire. En 2022, la majorité des OMR est traitée en Centre d'enfouissement technique (CET à Bellegarde) et les Emballages sont triés au Centre De Tri (Nîmes).

HISTORIQUE DU MODE DE TRAITEMENT

Jusqu'en février 2020, sur les 10 communes, les OMR étaient traitées sur le site de traitement d'ECOVAL par compostage à Beaucaire (Gard) via le Syndicat Sud Rhône Environnement. Le reste des OMR qui ne pouvait être composté, était traité par deux modes : enfouissement à Bellegardes (46%) et incinération à Nîmes (6%). Suite à la liquidation judiciaire d'ECOVAL et la fermeture du site de compostage <u>le 6 mars 2020</u>, les OMR ont été traitées en majeure partie en enfouissement au centre technique de Bellegardes.

<u>L'année 2019</u> a vu le contexte lié à la Délégation du Service Public entre le syndicat SRE et l'entreprise ECOVAL évoluer fortement. Suite à un contentieux latent, le délégataire Ecoval a été placé en redressement judiciaire par décision du Tribunal de Commerce du 20 septembre 2019, avec une période d'observation de 6 mois. <u>En février 2020</u>, le site est placé en liquidation judiciaire et cesse toute activité. La CCVBA a donc utilisé un quai de transfert de l'entreprise Silim, situé à Arles, pour les OMR et les emballages. En <u>mars 2021</u>, Sud Rhône Environnement a transformé l'ancien site d'Ecoval en quai de transfert à Beaucaire. Les OMR et les Emballages sont de nouveau vidés par nos bennes sur cet équipement.

Les emballages étaient triés au centre de tri d'ECOVAL à Beaucaire, sauf pour Saint Rémy de Provence. En effet, pour des raisons liées au manque de capacité, les emballages de Saint Rémy de Provence étaient vidés depuis le 1^{er} octobre 2018 au quai de transfert d'Arles et triés ensuite au centre de tri de VALRENA à Nîmes, sous la délégation du SRE.

Depuis la fermeture du site d'ECOVAL, l'intégralité des emballages de la Communauté de communes est vidée au quai de transfert d'Arles et triés au centre de tri de PAPREC VALRENA à Nîmes.

- → Trois déchèteries sont présentes sur le territoire (Saint-Etienne-du-Grès, Maussane-les-Alpilles et Saint-Rémy-de-Provence). La Communauté de Communes assure la gestion <u>du haut du quai</u> (accueil public réception des déchets, gestion des demandes d'enlèvements et de rotations des bennes...) des 3 déchèteries. <u>Le bas de quai est</u> géré par le Syndicat Rhône Environnement : enlèvement des bennes et traitement des déchets.
- → Une déchèterie mobile a été mise en place sur les communes les plus éloignées des déchèteries fixes (Fontvieille, Aureille et Mouriès) en 2016. Ce dispositif a fait l'objet d'évolution en 2021 avec un ciblage sur les déchets verts.
- → La commune d'Eygalières dispose d'un accès à la déchèterie située sur la commune de Mollégès, plus proche, via une convention avec l'Agglomération Terre de Provence TPA).

Synthèse - Mode de prise en charge par flux et organisation générale du service

	OMR	Biodéchet	Recyclable sec Emballage	Papier	Verre	Carton	Textile	Autres flux (végétaux gravats)
Collecte séparée	Régie		Régie			Régie		
Collecte PAV				Suez	Suez	Régie et Suez (depuis oct.2022)	Association Re Source	
Déchèterie								Haut de quai : Régie CCVBA Bas de quai : SRE via prestataires (cf RPQS Sud Rhône Environnement)
Composteur individuel		Mise à disposition à prix préférentiel CCVBA (volume : 400l)						
Traitement	Syndicat SRE pour les 10 communes		Syndicat SRE pour les 10 communes	SRE via l'entreprise Paprec à Pujault	SRE via la verrerie du Languedoc	CCVBA via AZUR TRADE	Ressourcerie Arles	SRE via prestataires

Tableau détaillant le mode de gestion et de traitement des déchets par flux

La liste complète des exutoires par flux est disponible dans le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de traitement des déchets ménagers 2022 de Sud Rhône Environnement disponible sur leur site internet (https://sudrhone.fr).

Cartes des équipements – déchèteries



Carte 3 - Carte localisant les déchèteries sur le territoire de la CCVBA

1.4 - Le financement du service

Le service est financé en partie par la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et grâce aux soutiens financiers apportés par les éco-organismes et les contrats de reprise dans le cadre du recyclage et de la valorisation. Ces dernières recettes sont perçues par notre syndicat de traitement qui les reverse ensuite à chacun de ses adhérents.

Par délibération du 22 mai 2021, le Conseil communautaire a acté l'augmentation de cette taxe pour l'ensemble des 10 communes au **taux de 9,8%** afin de tenir compte de la réalité du budget du service déchets, des actions programmées et pour limiter le déficit.

Il n'existe aucune redevance spéciale, ni redevance d'enlèvement des ordures ménagères incitative, mais ces démarches ont été proposées dans le cadre de l'étude d'optimisation sur la collecte réalisée en 2018.

L'étude pour le mise en place de la redevance spéciale pour les professionnels est programmée pour 2023.

1.5 - Les faits marquants de l'année 2022

De nombreuses opérations ont été menées par le service déchets pour améliorer la prévention, la collecte et le traitement des déchets, en vue d'une réduction de leur production et d'une meilleure valorisation. Il est essentiel de poursuivre les efforts dans ce domaine compte tenu des coûts environnementaux et financiers inhérents aux déchets. Ces actions s'inscrivent ainsi dans les objectifs du Schéma régional d'Aménagement, de Développement et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Région SUD.

Fiscalité	 Consultation publique pour l'étude sur la redevance spéciale (professionnels) Envoi d'un courrier d'information du lancement de l'étude sur la redevance spéciale auprès des 5 000 professionnels du territoire
Prévention	 Elaboration du diagnostic du Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés et présentation en Commission Lancement de la distribution de sacs cabas jaunes pour les habitats collectifs Opération de collecte des jouets solidaire « Laisse parler ton cœur » Dispositif CLIIINK : installation du dispositif de gratification du geste de tri du verre sur la moitié du parc de colonnes à verre Mise au norme filière déchets balayage Mairie SRP Développement des rendez-vous broyage des déchets verts particuliers et broyage des sapins Compostage collectif avec animation : jardin partagé d'Aureille et sélection de 9 autres sites ; 268 composteurs individuels vendus, 2 lombricomposteurs
Collecte et transport	 Collecte en porte-à-porte Phase 3 : Saint-Etienne-du-Grès/Fontvieille/Mas-Blanc : communication et enquête de dotation Colonnes enterrées : Etude faisabilité/implantation Définition du programme pour la création d'un centre technique et quai de transfert à Saint Rémy de Provence, et obtentions des autorisations administratives
Déchèterie	 Finalisation de l'étude de maitrise d'œuvre sur la déchèterie de Maussane les Alpilles et marché de travaux; obtention des autorisations administratives Gardes corps « Protection anti-chute » Déchèterie Saint Rémy de Provence (juillet 2022)
Traitement	 Participation à l'étude pour la création d'un centre de tri des emballages pour le bassin rhodanien

Pour mémoire, en 2018, suite à la prise de compétence, s'est déroulée **l'étude d'optimisation de la collecte des déchets ménagers.** Cette étude validée par les élus, constitue la feuille de route du service pour la période 2019/2024. Plusieurs dispositifs ont été proposés dans le cadre de cette démarche visant à :

- Développer le recyclage et la valorisation des déchets, tout en réduisant les impacts environnementaux, au moyen du projet de développement de la collecte en porte-à-porte débuté à l'automne 2020
- Diminuer les coûts de transport des bennes (création d'un quai de transfert),
- étudier la possibilité de déployer les colonnes enterrées ou semi-enterrées dans les centres villages,
- Adapter la fiscalité (TEOM et redevance spéciale),
- Réhabiliter les déchèteries de Maussane-les-Alpilles et Saint Rémy de Provence.

> Plus de 770 000 € d'investissement pour mieux assurer le service de collecte et de recyclage

- 1 nouvelle benne de collecte, 1 mini-benne (290 623 € TTC)
- Démarrage de la phase 3 de la collecte des ordures ménagères et des emballages en Porte à Porte sur Fontvieille, Saint-Etienne-du-Grès, Mas-Blanc des Alpilles : enquête auprès des foyers, commande de bacs individuels et création des nouveaux circuits de collecte (125 000 € TTC)
- 250 Composteurs (26 007 € TTC)
- Etude de la requalification de la déchèterie de Maussane (73 600 € TTC)
- Etude pour la construction d'un quai de transfert (48 000 € TTC)

Prévention

- → Elaboration du Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés, présentation du diagnostic et du plan d'actions en Commission et mise en place des groupes de travail
- Dispositif CLIIINK: installation du dispositif de gratification du geste de tri du verre sur la moitié du parc de colonnes à verre
- Déploiement du compostage collectif avec animation : jardin partagé d'Aureille et sélection de 9 autres sites
- → 268 composteurs individuels et 2 lombricomposteurs attribués
- Développement du service de broyage des déchets verts à domicile auprès des particuliers (démarrage en novembre 2021) : les résultats sont très positifs : 160 rendezvous, 400 tonnes de végétaux évités en déchèterie, 74% des utilisateurs conservent leur broyat pour le valoriser dans leur jardin, soit une économie globale de 9 000 €.













Parallèlement au SRADDET, la Région a été retenue à un appel à projets de l'Union européenne pour la mise en place d'un programme LIFE, sur la gestion intégrée des déchets (Life Smart Waste Paca). La candidature avait été déposée en 2017 suite à une élaboration conjointe avec 17 EPCI compétents en matière de déchets, dont la Communauté de communes. La candidature régionale a été retenue par la Commission européenne le 19 décembre 2017 pour

un montant total de dépenses éligibles de plus de 34 M d'euros. La convention entre la CCVBA et la Région a été signée le 15 juin 2018.

Ces actions qui seront mises en place jusque fin 2024 (prolongement) portent sur la prévention, la sensibilisation des populations, avec des interventions spécifiques en milieu scolaire , le développement du réemploi en déchèteries, le lancement de projets innovants pour la gestion de certains flux (tels les déchets verts). La Communauté de communes s'est engagée fortement dans ce projet et ce sont 13 actions qui ont été programmées à hauteur d'environ 1 700 000 € pour améliorer la gestion des déchets, la prévention et les performances de valorisation sur le territoire.

Dans ce cadre, la CCVBA percevra environ 1 M d'euros de subvention de l'Europe, l'ADEME et la Région.

En 2022 ont été menées les actions suivantes liées au LIFE

- labellisation des 8 crèches sur 9
- avancement du Plan local de Prévention des déchets : lancement 3 groupes de travail et d'une Commission Consultative d'Evaluation et de Suivi.
- mise en place des dispositifs de gratification du geste de tri du verre.
- démarrage de l'action sur le compostage collectif et poursuite de la vente de composteurs individuels et de lombricomposteurs.
- poursuite de l'étude sur l'implantation de colonnes enterrées et pour la réalisation d'un quai de transfert d'un centre technique.
- poursuite du service broyage des déchets verts à domicile.
- déploiement d'outils de communication conformément au plan de stratégique de communication du service déchets établi en 2019.

> Collecte et relations usagers

Démarrage de la phase 3 de ma collecte des ordures ménagères et des emballages en bacs individuels sur Fontvielle, Mas Blanc des alpilles et Saint Etienne du grès : enquète-communication auprès des foyers, commande des bacs et création des nouveaux circuits de collecte.

Des équipements et infrastructures à l'étude

- Définition du programme de déploiement des colonnes enterrées dans les centres anciens (2021/2022) en complément du dispositif en bacs individuels
- Définition du programme et obtention des autorisations administratives pour la construction d'un quai de transfert* et d'un centre technique sur la commune de St Rémy; La fin des travaux est attendue sur fin 2024.
 - * Un quai de transfert doit permettre d'effectuer une rupture de charge dans le transport des ordures ménagères et des emballages en amont des exutoires. Actuellement, en l'absence d'un tel équipement, l'ensemble des bennes transitent quotidiennement à l'issue des tournées de collecte, jusqu'au quai de transfert des déchets situé à Beaucaire

- Définition du programme et obtentions des autorisations administratives pour la requalification de la déchèterie Sud Alpilles
- Poursuite de l'étude de faisabilité pour la requalification de la déchèterie de Saint Rémy
- Participation à l'étude sur le centre de tri Rhodanien.

Fiscalité

Choix du bureau d'étude en vue de la mise en place de la redevance spéciale auprès des professionnels.

- > Traitement : Participation à de nombreuses réunions aux projet de création d'un centre de tri Emballages-Papiers de l'Association sur la gestion des déchets du bassin rhodanien de la région PACA
- Une Centrale photovoltaïque sur le site de l'ancienne décharge de Maussane-Les-Alpilles

Suite à la réhabilitation menée sur l'ancienne décharge de Maussane-Paradou en 2016 et dans le cadre de sa politique de développement durable, la Communauté de communes a souhaité l'installation d'une centrale photovoltaïque sur ce site. L'idée est simple : produire de l'énergie renouvelable sur un ancien site pollué et éviter d'impacter des espaces naturels ou agricoles pour ce type d'installation.

En 2017, une consultation publique a eu lieu afin de choisir l'opérateur présentant le meilleur projet. Le permis de construire a été déposé en juin 2018 et obtenu en 2019 suite à enquête publique et étude d'impact. Le projet a été lauréat de l'appel d'offre de la Commission de Régulation de l'Energie en juillet 2019.

Le 7 décembre 2020 le bail et la concession de travaux ont été signés entre l'opérateur et la CCVBA pour une durée de 21 ans.



Les travaux ont démarré en 2021 et la centrale a été mise en service en 2022. Comptant 20 800 panneaux, la production est de 12 GWh/an soit l'équivalent de la consommation électrique moyenne de 5 700 habitants (population des communes de Maussane-les-Alpilles, Le Paradou et les Baux de Provence).

Grâce à cette centrale, la Communauté de communes bénéficie de retombées locatives qui lui permettent de financer d'autres projets de développement durable.

PARTIE 2: INDICATEURS TECHNIQUES

CHAPITRE 1: LA PREVENTION DES DECHETS ET LA COMMUNICATION

Préambule

La prévention permet de réduire l'impact environnemental de la production et de la gestion des déchets. Les déchets évités représentent également une économie pour le service de gestion des déchets de la collectivité et, au final, pour le consommateur-contribuable qui assure une partie du financement. La réduction de la production de déchets de 1% conduirait à économiser près de 35 000 euros par an.

Ainsi, afin d'atteindre les objectifs règlementaires de réductions de la quantité de déchets produits et de limiter ainsi le coût, économique et environnemental, de leur prise en charge, la CCVBA s'est engagée en 2020 sur la mise en place un Programme Local de Prévention des Déchets ménagers et Assimilés (PLPDMA). Cet outil opérationnel doit permettre de coordonner l'ensemble des actions entreprises tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés en vue d'assurer la réalisation des objectifs.

Son élaboration, concertée et soumise à l'avis du public, implique la constitution d'une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), chargée de donner son avis sur le programme, d'en recevoir le bilan annuel et de l'évaluer tous les six ans.

Par délibération du 22 mars 2021, cette Commission a été constituée. Elle comporte un large champs d'acteurs, l'objectif étant d'irriguer de nouvelles actions dans des domaines qui ne relèvent pas toujours de la collectivité publique et d'accélérer les effets attendus de la prévention.

En 2022 ont été finalisé le diagnostic de territoire du programme et définis les axes prioritaires d'intervention.

La première Commission Consultative d'Evaluation et de Suivi du Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés s'est tenue le 4 avril 2022 et avait pour but de présenter le diagnostic territorial, les axes d'intervention et les groupes de travail à mettre en place afin de compléter le diagnostic.

Les groupes de travail définis ont eu lieu pour certains en 2022 sur les thèmes suivants :

- Déchets d'Activité Economique avec les associations de professionnels du territoire :
 16 juin 2022
- Déchets de manifestation avec les représentants des associations du territoire : 24 novembre 2022
- Déchets issus du tourisme focus hébergeurs avec les principaux hôtels et camping du territoire : 6 décembre 2022.

Il est présenté dans ce document l'Indice d'évolution des déchets par rapport à 2010 (indicateur soumis à une obligation règlementaire) : le calcul est effectué de la manière suivante : tonnages de DMA (Somme des ordures ménagères, tris sélectifs et déchets de déchèteries produits par les usagers) collecté en 2021 divisé par 100 et multiplié par le tonnage de DMA collecté en 2010.

Indice de réduction des déchets par rapport à 2010					
DMA en 2010	100				
DMA en 2019	105				
DMA en 2020	96				
DMA en 2021	108				
DMA en 2022	107				

En 2022, le tonnage de déchets collectés est de 7 points supérieurs au tonnage collecté en 2010 (2010 : 25 828 tonnes - 2022 : 27 684 tonnes), soit une augmentation des tonnages de DMA collectés sur le territoire de 7% en 12 ans.

Les enjeux issus de ce diagnostic ont également été identifiés :

- Réduire de la production de déchets (notamment OMR et encombrants en déchets ultimes)
- Augmenter la valorisation recyclage
- Mieux gérer les déchets d'activité économique/professionnels
- Contenir voire diminuer les apports en déchèteries, avec notamment des tarifs mis à jour pour les professionnels
- Mettre en œuvre avec les communes les pouvoirs de police pour les dépôts sauvages
- Tendre vers une fiscalité plus équitable (tarifs pour les professionnels en déchèteries)
- Doter le territoire d'équipements adaptés (requalification des déchèteries, création d'un quai de transfert et d'un centre technique nord)
- Développer 'économie circulaire pour une gestion efficace des ressources (écoconception, réemploi, économie collaborative et approvisionnement durable...)
- Réfléchir et anticiper les futurs modes et localisation de traitement des déchets de la CCVBA (notamment au regard du PRPGD).

1.1 - Actions de sensibilisation : l'accueil téléphonique Info Déchets

<u>Une ligne directe INFO DECHETS</u> (04.84.510.620) ainsi qu'un accueil physique ont été créée le 1^{er} janvier 2017 au siège de la CCVBA. Cet accueil est dédié aux questions relatives à la gestion des déchets.

Près de 4 800 appels entrants sur 2022 ont été enregistrés avec plus d'un tiers (36%) des appels concernent les appels spécifiques sur les déchèteries, 1/3 pour la collecte et viennent ensuite les demandes de rendez-vous pour la collecte des encombrants et le signalement de dépôts sauvages (27%). Les appels ont fortement augmenté depuis la mise en place de la ligne. Le service déchets a été particulièrement sollicité par les usagers soucieux d'avoir un service public garanti.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
2 078	2 881	3 130	5 388	6 789	4 887

Tableau - Nombre d'appels reçus par an entre 2017 et 2022

<u>La plateforme « Mes démarches en lignes »</u> créée en 2020 permet aux administrés de formaliser leurs demandes sans appeler l'accueil de la CCVBA et donc même en dehors des horaires d'ouverture de l'accueil. Cette plateforme est accessible depuis le site internet de la CCVBA et donne accès à la demande de bacs en cas de casse ou de vol, de rendez-vous d'enlèvement des encombrants, de composteur, d'accès en déchèterie ou permet de signaler un problème de collecte.

1.2 - Actions de sensibilisation auprès du public scolaire

Le programme pédagogique d'Education à l'Environnement permet de sensibiliser les enfants à leur environnement le plus proche, à la réduction des déchets et enfin à leur faire partager avec leur famille, un comportement responsable et citoyen.

Les objectifs:

- Prendre conscience des problématiques liées aux déchets
- Différencier les catégories de déchets, matières et consignes du tri
- Sensibiliser sur la notion de réutilisation, recyclage, réemploi et réduction des déchets
- Sensibiliser sur le compostage et la pratique à l'école
- Savoir reconnaître un déchet, les différents types d'emballages et être capable de trier dans le bon contenant
- Comprendre la notion de cycle des matières
- Connaître les différents types de collecte et de traitement présents sur le territoire

1.2.1 - Cible : Ecoles élémentaires et Ecoles maternelles

Chaque année, un programme avec animations scolaires est proposé à chacune des écoles volontaires du territoire.

→ Les animations sont en général de 4 séances pédagogiques par classe sur le tri, le recyclage et la prévention des déchets

A chaque fin des animations, est distribuée une remise d'outils à ramener à la maison (poubelles pédagogiques à monter pour les grands et en coloriage pour les plus petits) ainsi que le diplôme du bon trieur.













Année scolaire	2018/2019	2019/2020	2020/2021 (covid 2020)	2021/2022	2022/2023
Nbre écoles sensibilisées	8	9	3	3	3
Nbre d'élèves sensibilisés	1300	1450	260	310	310

Sur l'année scolaire 2022/2023, 310 élèves du territoire ont été sensibilisés lors de séances d'animations scolaires, soit 12 classes avec leurs enseignants.

> Le compostage en animation à l'école

Afin d'initier les enfants à cette pratique, des ateliers de sensibilisation au compostage, suivi de l'installation des composteurs ont eu lieu dans les écoles maternelles et élémentaires désireuses.

Les élèves étudient et observent ainsi les différentes phases de décomposition, de maturation, de minéralisation ainsi que le rôle des micro-organismes. Ils prennent conscience du rôle important des décomposeurs dans le cycle de la vie.

<u>Les écoles équipées et sensibilisées</u>: Mas blanc les Alpilles, 3 écoles de Saint-Rémy de Provence, école maternelle de Fontvieille, l'école élémentaire de Mouriès, école maternelle et primaire de Saint Étienne du grés. <u>Vont suivre</u>: les deux écoles de Maussane et celles du Paradou, l'école maternelle de Mouriès.

1.3 - Actions de sensibilisation autour des crèches

> Le compostage en animation à la crèche

Afin d'initier les enfants à cette pratique, des ateliers de sensibilisation au compostage, suivi de l'installation des composteurs ont eu lieu dans les crèches désireuses.

<u>Les crèches équipées et sensibilisées</u> : Mouriès, Saint Rémy de Provence « *le club des tout petits ».*

A venir : Eygalières



Année scolaire	2018/2019	2019/2020	2020/2021 (covid 2020)	2021/2022	2022/2023
Nbre de crèches équipées et sensibilisées	0	1	1	2	3

Tableau - Nombre de crèches équipés et sensibilisées sur le territoire

Programme de labélisation Label Vie en crèches

Dans le cadre du programme européen LIFE SMART WASTE, les 8 crèches du territoire se sont engagées dans le programme de labélisation accompagnées par l'association « Label vie » (retenue suite à un marché public) pour l'obtention d'un label durable. L'action s'est déroulée de mai 2019 à mai 2022* (*la période Covid a interrompu ce travail sur une partie de l'année 2021 et a été prolongé sur l'année 2022).

La démarche vise à appréhender de façon globale et transversale la prise en compte de l'environnement dans l'accueil collectif des jeunes enfants. Il s'agit de générer des prises de conscience, des modifications de comportement en proposant un projet de territoire ambitieux, intégrant des évolutions environnementales dans la gestion courante des structures, notamment celle du tri et de la réduction des déchets. Objectif : réduire l'impact environnemental du fonctionnement des structures et améliorer le confort et le bien-être des enfants.

En 2020, les diagnostics se sont poursuivis sur les 8 établissements d'accueil de la petite enfance, notamment dans les domaines suivants : le bâtiment, les énergies, l'eau, les déchets, l'entretien, l'hygiène, les activités et l'alimentation.

Le personnel des structures a pu être formé sur deux thématiques en 2020 :

- Eduquer à l'Environnement pour la Petite Enfance :

Réduire la consommation (conception, énergie, matière première) Réduire les déchets (fabrication, consommation, fin de vie) Recycler au maximum (fabrication, consommation et seconde vie) Réparer (augmenter la durée de vie)

- Réutiliser

Il s'agit de réfléchir au choix de matériel, modifier ses habitudes d'achat, vérifier la qualité des produits et l'origine des matières premières, privilégier les achats durables, s'informer sur les marques écoresponsables et les labels, et savoir reconnaître les labels.

Nettoyer Sans Polluer:

L'objectif est de ne pas supprimer les micro-organismes et les bactéries présentes dans le milieu mais plutôt de maitriser la population présente. Il est donc très important de nettoyer, préventivement, afin d'éviter de laisser aux micro-organismes et notamment aux bactéries, de quoi se nourrir. Apprendre qu'aucune loi ne formalise les protocoles d'entretien des locaux et ou les produits à utiliser, cela veut dire que l'on peut choisir sa façon de faire en accord avec les différents responsables

En 2021, les établissements ont poursuivis leur formation et ont terminé leur diagnostics pour certain intermédiaire, afin d'avancer dans leur labélisation et dans leur action à mettre en place. Le personnel des 8 établissements a été formé sur deux nouvelles thématiques en 2021 :

- L'Alimentation durable au cœur de l'établissement :

Placer l'alimentation au cœur de sa démarche environnementale, améliorer la qualité alimentaire, en répondant aux besoins nutritionnels du jeune enfant. Apprendre à découvrir de nouveaux aliments.

Donner du sens à la qualité alimentaire en lien avec son territoire, ses fournisseurs. Intégrer une dimension sociale adaptée dans son plan alimentaire

- Préparer sa labellisation :

Cette dernière formation a permis au crèches d'être en mesure de présenter un dossier de labélisation, grâce à la finalisation de son récap'actions (sous formes de fiches) pour valoriser toutes les actions menées au sein de l'établissement.

Les crèches peuvent ainsi mettre en place un nouveau plan d'actions pour élargir l'impact de la démarche en impliquant les équipes, les enfants, les familles et les partenaires.

La CCVBA a poursuivi la formation des agents de terrain sur différentes thématiques :

- gestion des déchets, santé environnementale, éducation à l'environnement pour la petite enfance, alimentation durable et réduction du gaspillage alimentaire...

La collectivité a continué son accompagnement sur les actions à mener :

- Evaluation des actions menées dans chaque crèche,
- Attribution du label.

En 2022, 8 crèches ont été labellisées, il reste celle de Maussane-les-Alpilles. Une action similaire de labélisation suivra en septembre 2023 sur les écoles du territoire, toujours dans le cadre du programme européen LIFE

1.4 - Actions de sensibilisation grand public et animation d'évènements

> Opération Nettoyons la Nature en partenariat avec les écoles

Chaque année, le service Déchets accompagne les demandes des écoles ou d'associations locales qui souhaitent organiser ce type d'opération.

En 2019, ce ne sont pas moins de 280 élèves et les enseignants de l'école élémentaire de la République de Saint-Rémy-de-Provence et de celle du Paradou qui ont participé à l'opération. En 2020/21, les opérations « Nettoyons la Nature » n'ont pu être assurées à cause de la crise sanitaire.





En 2022, ce sont 180 élèves et enseignants de l'école élémentaire de la République de Saint-Rémy de Provence qui ont participé à l'opération

Semaine Européenne de Réduction des Déchets





<u>Chaque année, des actions de sensibilisation lors de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets sont organisées.</u> En 2022, les ambassadrices du tri ont mené une action de sensibilisation en déchèterie auprès des administrés sur la réduction des déchets verts. Les habitants ont bénéficié de conseils sur le broyage et le paillage dans leur jardin : 15 sacs de broyat de bois ont été distribués, des pots de fleur compostable offert pour chaque mise à

disposition d'un composteur ou rendez-vous de broyage des végétaux. Des boites à piles étaient également à disposition.

L'accueil du siège de l'intercommunalité distribuait également gratuitement des goodies promotionnels sur la réduction des déchets : gobelets en plastique réutilisable, pot de fleur compostable, magnet sur le tri des piles..

La chargée Développement Durable a tenu des ateliers de sensibilisation auprès des enfants dans les écoles.

<u>L'opération « Laisse parler ton cœur</u> » (en partenariat avec le syndicat de traitement Sud Rhône environnement et les associations locales) a de nouveau été un succès avec plus de 300 kg de jouets collectés dans les écoles et à l'accueil de l'intercommunalité et redistribués dans des associations (Emmaüs et Les Matins Bleus).

Chaque année depuis 2019, la collectivité à travers les écoles et un point de collecte au siège participent à cette opération. L'objectif de cette opération était de sensibiliser petits et grands au don et au réemploi.

Donner un jouet inutilisé plutôt que de le jeter prolonge sa durée de vie, participe à la réduction des déchets et permet de faire un geste solidaire à l'approche des fêtes de fin d'année. Jouets électriques, électroniques, en bois, de construction, de société, peluches, poupées... Tous ont été acceptés.

2019	2020 (covid)	2021 (covid)	2022
2 000 kg	500 kg	350 kg	350 kg

Tableau - Poids des jouets collectés destinés au don entre 2019 et 2022

A l'issue de l'opération, il a été collecté <u>350 kg de jouets</u>, les dons ont été répartis entre l'association Emmaüs les associations de son territoire, en lien avec les CCAS. Le principe est très simple : permettre à tous les enfants d'avoir des paquets à ouvrir le matin de Noël, faire un geste éco-citoyen en favorisant le recyclage et "désengorger" un peu les placards des chambres d'enfants. Tous ces jouets méritent une seconde vie. S'ils sont complets



et en bon état pour la débuter, c'est encore mieux.



1.5 - Actions de communication

Elaboration du plan stratégique de communication du service pour la réduction des déchets et le tri

En 2022, le service a développé les outils de communication suivants : Bannière Web, Affiche tri/prévention auprès des touristes, Pastille « Je réduis je trie », conformément au plan stratégique de communication établi en 2019.







Soutien financier de l'Ademe et de l'Europe dans le cadre du programme Life Smart Waste.

Actions de communication ciblées réalisées par les ambassadrices du tri-Prévention sur le terrain



- **Saint-Etienne-du-Grès** « Jour de la Nuit » le 15 octobre pour un ramassage de déchets
- Mas Blanc « fête de l'environnement » à le 11 juin avec un stand de sensibilisation.
- **Eygalières** « Nettoyage de la nature » au mois d'avril
- **Mas Blanc** « Fête de l'environnement et de l'alimentation durable »

Distribution de sacs cabas

En 2022, les ambassadrices du tri/prévention ont équipé 24 **résidences collectives**, soit 916 foyers en sacs cabas jaunes. Ce sac permet aux habitants d'y stocker leurs emballages avant de le vider dans leurs bacs jaunes présents de leur immeuble.

Opération « tous au compost » : distribution de compost en déchèterie



Au printemps et à l'automne, le syndicat de traitement Sud Rhône Environnement organise des opérations de « **don de compost » en déchèteries**.

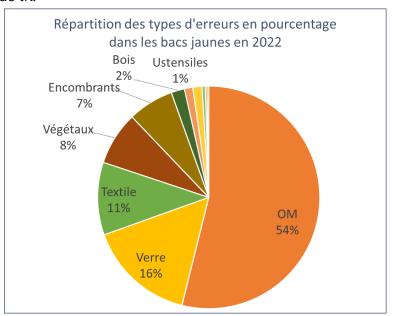
A chaque période, les trois déchèteries ont accueilli une benne de compost de 30 m³ permettant au total à près d'une centaine de personnes par saison de prendre du compost et d'être sensibilisé au jardinage au naturel.

- Articles Presse, mise à jour des actus sur le site internet et diffusion sur différents support dont les médias numériques (Facebook)
- > Sensibilisation des pôles accueil des mairies à l'ensemble de nos services (guides du tri, distribution des sacs jaunes...).
- Utilisation d'outils de communication pour sensibiliser les usagers au bon geste de tri

> Sensibilisation ciblée sur les refus de collecte

827 bacs jaunes d'emballages ont été refusés lors de la collecte en 2022. Chaque refus est étudié par les ambassadrices du tri/prévention qui se chargent de sensibiliser les personnes concernées sur leurs erreurs de tri.







Afin de mieux communiquer sur les nouvelles modalités de collecte et sur les consignes de tri, des adhésifs « pas de verre et pas de sacs opaques » ont été créés et mis sur les bacs de collecte.

1.6 - Actions sur la réduction des végétaux et biodéchets : mise à disposition des composteurs individuels, de lombricomposteurs et déploiement de points de compostage partagé



La gestion des biodéchets des ménages, dans un but de prévention et de développement de la valorisation organique, représente un axe fort dans l'atteinte des objectifs réglementaires et dans l'optimisation des services publics de gestion des déchets des collectivités.

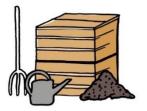
Le service public de gestion des déchets décline localement ces objectifs pour réduire les quantités d'ordures ménagères résiduelles après valorisation. A cet effet, il progresse dans le développement du tri à la source des déchets organiques, jusqu'à sa généralisation pour tous les producteurs de déchets avant 2025, pour que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles et afin que ceux-ci ne soient plus éliminés, mais valorisés.

Nombreux avantages:

- réduction des ordures ménagères (pas de collecte et pas de traitement par la collectivité)
- fabrication de son compost naturel
- amélioration de la qualité des sols et réduction des intrants chimiques
- diminution des transports en déchèteries
- diminution de la pollution atmosphérique et des gaz à effet de serre.



- un kit compostage pour les foyers avec jardin comprenant un <u>composteur individuel</u> pour le tri des biodéchets et des végétaux, un bioseau, un aérateur et un guide du compostage
- un kit lombricompostage comprenant <u>un lombricomposteur,</u> un mini râteau et un guide du lombricompostage
- des points <u>de compostage collectif volontaires</u> pour les habitats collectifs du territoire.



Compostage individuel

Deux modèles en bois en fonction de la taille du jardin et du foyer



Lombricompostage

Habitant sans jardin

La CCVBA met à disposition de ses foyers sans jardin privatif des lombricomposteurs.

Les lombricomposteurs permettent à un foyer jusqu'à 6 personnes de valoriser ses biodéchets. Les vers de terre (non fournis pour des raisons de logistique) dégradent la matière et produisent du lombricompost et du lombrithé.

Les habitants choisissant ce mode de valorisation peuvent bénéficier d'une session de formation gratuite auprès du fournisseur, Vers la Terre.

Compostage collectif

Dans le cadre du Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés, la Communauté de communes souhaite étendre le compostage de proximité en développant le compostage partagé dans les habitats collectifs du territoire. En 2021, le choix s'est arrêté sur l'association Solutions Compost pour accompagner les habitants dans cette pratique.

20 €



L'association doit accompagner les foyers participants dans leur pratique, on corrigeant les erreurs de tri et en leur faisant la démonstration des gestes à réaliser (retournement, apport de matière sèche, vérification de l'humidité).

A l'automne 2022, la CCVBA a déployé son premier point de compostage partagé <u>dans la commune d'Aureille.</u> C'est le jardin partagé qui a été choisi pour accueillir l'installation et permettre à la trentaine de foyers concernés de valoriser leurs biodéchets. D'autres sites seront à déployer en 2023 et en 2024 pour atteindre un total de 10 sites (1 par commune) dans un premier temps.

La moyenne nationale des biodéchets (sans les végétaux) est d'environ 40 Kg/hab/an.

(Source : moyenne collectivité - ETUDE TECHNICO-ÉCONOMIQUE DE LA COLLECTE SÉPAREE DES BIODÉCHETS ADEME 2018)

		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de composteurs mis à disposition	400 litres	69	64	104	119	116	268
	600 litres	66	48	46	45	86	0
Total		135	112	150	164	202	268
Nombre de lombricomposteurs							2
Nombre de sites de compostage collectif							1
Tonnages évités		6,7 t	5,6 t	7,5 t	8,2 t	10,0 t	15,2 t

1.7 - Actions de réduction des déchets verts : Broyage des végétaux à domicile auprès des particuliers et broyage des sapins en point de collecte

Broyage des végétaux à domicile

Pour réduire et valoriser ces végétaux sur le territoire, la Communauté de communes propose depuis novembre 2021, un nouveau service de broyage à domicile, réservé aux particuliers avec rendez-vous. Ce service est organisé par un chantier d'insertion « Delta Sud Insertion, domicilié à Saint Rémy de Provence.

La CCVBA est constituée d'un territoire rural et touristique avec un gisement de déchets verts important. Ce dispositif doit permettre de :

- réduire les coûts de transport et de traitement des déchets verts (1^{er} flux apporté en déchèteries),
- d'assurer un service supplémentaire à la population,
- de diminuer les déplacements et donc, les émissions de gaz à effet de serre,
- de proposer une alternative à la pratique (encore usitée bien qu'interdite) de brûlage des déchets verts,
- de préserver les milieux naturels et d'éviter les dépôts sauvages,
- d'assurer une sensibilisation des habitants sur la réutilisation du produit sur place grâce au paillage (qualité du sol, économie d'eau...) et de créer de l'emploi local grâce au recours à une association d'insertion.









Bilan très positif : 1 an = 160 rendez-vous, soit 400 tonnes de végétaux broyés, 950 m3 de broyat valorisés, 74% des utilisateurs conservent le broyat pour leur jardin et 9000 € d'économie réalisée.

Broyage des sapins en point de collecte

La collecte des sapins de Noel a été relancée en 2022 en janvier dans les centres de village.

Le broyage des sapins fait partie des actions de réduction mise en place en 2021 dans le cadre du Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés. Cette action permet aux foyers d'éviter d'aller en déchèteries pour déposer leur sapin et limite les dépôts sauvages de sapins suite aux fêtes de fin d'année. L'action broyage contribue pleinement à la réduction. 9% des foyers du territoire ont participé et ce chiffre augmente chaque année.

	Saint Etienne	Mas	Saint Rémy				Le	Les Baux de					% de
	du Grès	Blanc	de Provence	Eygalières	Mouriès	Maussane	Paradou	Provence	Fontvieille	Aureille	TOTAL	Evolution	logements
2018	78	0	161	0	73	1	36	32	159	27	567		3%
2019	120	9	183	0	110	39	59	39	178	51	789	102%	5%
2020	179	12	188	0	81	78	68	21	131	46	804	2%	5%
2021	166	23	397	0	137	113	80	40	202	70	1229	53%	7%
2022	218	20	333	85	347	119	87	60	221	77	1568	28%	9%

Tableau - Nombre de sapins de Noël collectés par commune entre 2018 et 2022





Bilan positif = 1 568 sapins ont été collectés (contre 1 229 en 2021, soit une augmentation de 28%) et transformés en broyat de qualité, proposé gratuitement en libre-service dans les déchèteries du territoire.

Le nombre de sapins collectés en 2022 est presque 3 fois plus élevé que lors de la première année en 2018.

1.8 - Actions de réemploi-réutilisation : mise en place de colonnes d'apport volontaire Textile

Les efforts de réduction des déchets incluent les actions de Réemploi et de Réutilisation.

Définition

Le **réemploi** est une opération qui permet à des biens qui ne sont pas des déchets d'être utilisés à nouveau sans qu'il y ait modification de leur usage initial.

La réutilisation est une opération en plusieurs étapes dans laquelle le propriétaire d'un bien usagé s'en défait, le produit devient alors un déchet. Il subit ensuite plusieurs opérations de traitement de déchets pour redevenir un produit, éventuellement différent de son usage initial.

De nombreux points de collecte de Textile (vêtements, linge de maison ou d'ameublement, chaussures et maroquineries) sont présents sur le territoire de la CCVBA.

L'association Re-Sources pour la collecte et Réemploi du Textile



Une association locale est présente et assure la collecte et le réemploi des textiles, linges de maison, chaussures sur le territoire.

Nombre de colonnes

Depuis 2017, la CCVBA dispose de 22 bornes sur son territoire.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Communauté de communes, l'Association Re-Sources a implanté 19 bornes sur le territoire en 2 phases (mars et en septembre 2017). L'association Le Lyons Club dispose d'1 borne sur le parking « Ancienne gare » à Saint-Rémyde-Provence. La borne en déchèterie a été reprise en 2020 par l'association re-sources.





Ces structures de réemploi proposent ce textile pour des résidents locaux. Re-Sources redistribue les textiles au sein de la Ressourcerie du Pays d'Arles et dans le cadre d'un projet LEADER, a ouvert une friperie sur Saint Rémy de Provence. Le restant étant remis à une entreprise d'insertion (Provence TLC située à Vitrolles).

Les tonnages

Le gisement de Textile d'habillement, Linge de maison et Chaussures (TLC) mis sur le marché tous les ans, représente un volume évalué à 624 000 tonnes soit environ 9,5 kg par an et par habitant. En 2017, 3,4 kg de TLC par habitant ont été collectés en France, soit près de 36% du gisement potentiel.

L'objectif national est fixé à 1 PAV pour 1500 habitants et la CCVBA dispose d'1 point pour 1 265 habitants. Par ailleurs, le cahier des charges fixe l'objectif d'augmenter significativement

les tonnages collectés, afin d'atteindre 50 % du gisement mis en marché, soit 300 000 tonnes (ce qui équivaut à 4,6 kg par an et par habitant).

TEXTILE	2017*	2018	2019	2020	2021	2022	Objectif national
Fontvieille	9,9	16,7	16,1	15,0	16,7	11,3	
Paradou	3,3	4,4	4,8	9,0	10,0	6,8	
Maussane-les-Alpilles	11,9	22,8	24,2	22,9	10,9	16,4	
Mouriès	13,1	17,8	19,3	18,0	20	13,6	
Aureille	2,2	3,0	3,2	6,0	6,7	4,5	
Eygalières	0,8	3,0	3,2	6,0	6,7	4,5	
Saint-Rémy-de-Provence	2,9	14,6	19,4	22,6	38,3	25,1	
Mas-blanc-des-Alpilles	0,4	1,5	1,6	3,0	3,3	2,3	
Saint-Etienne-du-Grès	2,7	7,4	8	12,0	13,3	9,1	
Les Baux-de-Provence	-	-	-	-	ı	0,76	
Total en tonnes	47	72	106,3	114,6	140,2	94,3	128
Total en kg/hab/an	1,70	2,6	3,8	4,1	5,0	3,4	4,6

Tableau - Textiles collectés en tonnes et en kg/hab par commune entre 2017 et 2022

En 2022, 94 tonnes collectées, soit une moyenne de 3,4 kg/hab/an et en dessous de objectif national.

Les résultats ne sont pas satisfaisants, causes évoquées principales par notre partenaire (vols/vandalismes/nouveau système de pesée).

CHAPITRE 2: LA COLLECTE DES DECHETS

La collecte des déchets, sur un territoire, constitue le maillon essentiel entre le lieu de production des déchets et le site de leur traitement.

2.1 - La pré-collecte

<u>Les modalités de pré-collecte ont évolué avec le choix d'un déploiement de la collecte en porte-à-porte</u> en majorité sur le territoire. Cette opération a débuté en 2020 sur 4 communes (Maussane les Alpilles, Mouriès, Aureille et Paradou) et fin 2021 sur 3 communes (Saint-Rémyde-Provence, Eygalières et Les Baux de Provence).

Fin 2022, l'enquête et la communication sur la livraison des bacs ont débuté sur 3 communes (Fontvieille, Mas-Blanc des Alpilles et Saint-Etienne-du-Grès).

La livraison des bacs et sacs s'organise en régie. Un enregistrement par adresse est organisé par bac (numéro) avec un logiciel de pré collecte. Les circuits et les jours de collecte sont géolocalisées sur plan et disponible sur le site internet.

Les circuits de collecte ont été entièrement travaillés avec une fréquence d'une fois par semaine pour les OMR et 1 fois par semaine pour les emballages (sauf certains gros producteurs) dans un souci de réduction des kilomètres parcourus et des émissions de gaz à effet de serre.

2.1.1 - Modes pré-collecte pour la collecte sélective des emballages

> Une pré-collecte individuelle majoritaire

7 communes sur 10 disposent d'un bac jaune en 2022. Les emballages doivent être mis en vrac dans le bac, qui doit être sorti la veille au soir de la collecte en bordure de voie publique et rentré ensuite dans le domicile. Certains usagers ne disposant pas de place utilisent des sacs jaunes dédiés au tri. Les autres communes dispose majoritairement de sacs jaunes.

Une pré-collecte regroupée

Les usagers déposent leurs emballages en vrac dans des bacs jaunes collectifs mis à disposition sur la voie publique.

Certains usagers disposent de rouleaux de sacs jaunes transparents. Ce sac sert à la fois de contenant à l'intérieur de la maison et de contenant pour l'extérieur. Il est à sortir à côté des bacs collectifs OMR la veille du jour de collecte

	Bacs emballages	Bacs OMR
2020	4 419	4 215
2021	6 398	6 040
2022	710	813
Total	10 817	10 255

Tableau - Nombre de bacs roulants mis en place depuis 2020

	2018	2019	2020	2021	2022
Sacs jaunes	15 270	14 130	15 810	9 580	5000

Tableau - Nombre de rouleaux de sacs jaunes distribués entre 2018 et en 2022

2.1.2 - Mode pré-collecte pour les ordures ménagères résiduelles (OMR)

La CCVBA dispose de deux modes de pré-collecte issus du transfert des 10 communes :

Une pré-collecte individuelle majoritaire

7 communes sur 10 (en 2022) disposent d'un bac spécifique (de couleur grise) et mettent leurs OMR en sacs noirs fermés à l'intérieur. Ce contenant doit être sorti, la veille au soir de la collecte en bordure de voie publique et rentré ensuite dans le domicile. Les autres communes disposent de bacs individuels, de bacs collectifs, ou encore mettent leurs sacs noirs au sol.

> Une pré-collecte regroupée

Certains usagers ne disposant pas de place suffisante doivent déposer leurs déchets en sacs noirs fermés dans des bacs collectifs (de couleur grise) mis à disposition sur la voie publique ou dans des locaux privés (résidence par exemple).

La CCVBA prend en charge uniquement le lavage des bacs collectifs sur les voies publiques. Les bacs individuels sont de la responsabilité des usagers.

2.1.3 - Zoom Démarrage Opération de collecte en bacs individuels en étape - phase 3 2022 (Fontvieille, Mas-Blanc des Alpilles et Saint-Etienne-du-Grès)

2022 – Elaboration des nouveaux circuits de collecte

De nouveaux circuits de collecte ont été élaboré afin d'optimiser les trajets parcourus et ainsi réduire les émissions de gaz à effets de serre et la consommation de carburant nécessaire à la collecte des OMR et des emballages sur le territoire.

<u>De novembre à fin décembre 2022 – Communication avec l'appui</u> <u>des communes</u>

L'entreprise SCHAEFER a distribué plusieurs outils de communication afin de recenser les foyers à doter en bacs individuels et de quantifier le volume des bacs à attribuer à chacun.

Le service a contacté les immeubles-résidences pour organiser leurs dotations spécifiques.

La distribution des bacs, les nouveaux circuits de collecte et le changement des jours de collecte se feront au printemps 2023.



Communication of Communes Value des Bast Alpelles eta vinga e 21 annosa des Januaries kayton, El de la Martinana, 11218 Saint Bing de l

2.1.4 - Mode pré-collecte pour la collecte du verre, du papier et du carton

Une pré-collecte regroupée en apport volontaire



La gamme choisie est une gamme de colonnes aériennes métalliques avec possibilité de sérigraphier les 4 côtés.

2017

232 colonnes à verre, papier et carton sont disposées à l'échelle des 10 communes sur la voie publique et en déchèteries. A noter que les colonnes à cartons sont implantées à proximité des centres villes près des commerces.

2018

267 colonnes à verre, papier et carton soit + 35 colonnes. Ces colonnes ont été essentiellement installées sur les communes d'Eygalières et de Saint Rémy de Provence suite aux changements des consignes de tri (papier).

2019

293 colonnes à verre, papier et carton soit + 26 colonnes. Ces colonnes ont été essentiellement installées soit en renouvellement d'un parc vétuste ou en création de point, sur les communes des Baux de Provence, d'Eygalières, Maussane, Paradou et une zone d'activité sur Saint Rémy de Provence.

2020

298 colonnes à verre, papier et carton 5 colonnes ont été ajoutées en 2020, à Saint-Rémy-de-Provence et à Mouriès.

2021

Sur le territoire de la CCVBA, le ratio est quasiment atteint avec 1 PAV pour 231 habitants.

2022

303 colonnes à verre, papier et carton, soit 5 de plus que l'année précédente, portant le ratio à 1 PAV pour 236 habitants.

COMMUNES	CARTON	PAPIER	VERRE	TEXTILE
AUREILLE	6	8	8	1
LES BAUX-DE-PROVENCE	3	4	7	1
EYGALIERES	6	6	9	1
FONTVIEILLE	3	8	16	3
MAS-BLANC-DES-ALPILLES	1	3	2	1
MAUSSANE-LES-ALPILLES	2	19	22	4
MOURIES	5	19	25	3
PARADOU	2	6	6	1
SAINT-ETIENNE-DU-GRES	2	7	6	2
SAINT-REMY-DE-PROVENCE	17	34	41	7
	47	114	142	24

Tableau récapitulatif des PAV Verre Carton Papier : nombre de colonnes par flux et par commune

En 2022 = 1 PAV pour 236 hab (Objectif CITEO* = 1 PAV pour 250 hab.)

En moyenne, le territoire est très bien doté.

*Selon le ratio actuel de CITEO, 1 PAV pour 250 habitants (typologie en semi-rural) est un objectif idéal pour assurer une proximité d'un point de tri pour les usagers. Certaines communes devront être suffisamment dotées à l'avenir pour assurer une meilleure performance de tri et offrir un meilleur service aux usagers.

COMMUNES	NBRE PAV	POP MUNICIPALE ss double compte (2022)	HAB./PAV
AUREILLE	7	1 545	221
LES BAUX-DE-PROVENCE	6	342	57
EYGALIERES	4	1 740	435
FONTVIEILLE	11	3 544	322
MAS-BLANC-DES-ALPILLES	3	517	172
MAUSSANE-LES-ALPILLES	16	2 362	148
Mouries	20	3 410	171
PARADOU	7	2 110	301
SAINT-ETIENNE-DU-GRES	6	2 497	416
SAINT-REMY-DE-PROVENCE	38	9 769	257
Total	118	27 836	236

Tableau - Nombre de PAV, population et taux de couverture de la population par les PAV

2.2 - La collecte

2.2.1 - Etude d'optimisation et actions validées en 2018

La Communauté de communes a souhaité à partir de 2017 qu'une réflexion globale soit menée sur la collecte et la gestion des déchets ménagers et assimilés, intégrant les enjeux et caractéristiques du territoire. En effet, la collecte a été mise en œuvre dans le cadre du transfert de compétence, selon un schéma et des dispositifs qui préexistaient sur chacune des 10 communes qui compose le territoire. L'étude d'optimisation de la collecte des déchets ménagers et assimilés a permis de définir les dispositifs et un schéma de collecte pertinents pour l'ensemble des flux de déchets depuis la collecte jusqu'au traitement et d'envisager les modalités de financement correspondantes.

Objectifs poursuivis :

- améliorer la gestion de l'ensemble des flux des déchets
- optimiser les coûts de gestion et du service rendu aux habitants
- améliorer le tri et la valorisation des déchets pour répondre aux nouveaux objectifs fixés par la loi de transition énergétique et au futur Plan de gestion et de prévention des déchets en cours d'élaboration par la Région
- réduire les impacts environnementaux et paysagers (notamment réduction des déplacements, des dépôts sauvages)
- répartir de manière équitable les charges notamment financières (particuliers/ professionnels)
- promouvoir de bonnes conditions de travail des salariés
- mettre en place une économie circulaire visant à valoriser le déchet en tant que ressource et favoriser ainsi la création d'emplois locaux.

> Actions validées de l'étude d'Optimisation Déchets (élaborée en 2018 et mise en perspective chaque année)

Infrastructure	Prévention	Collecte/Tri/Déchèteries /Economie circulaire/Réemploi	Financement du service
Requalification des déchèteries de Maussane (2021/2023) et Saint Rémy de Provence (2023/2024) avec nouvelles filières	Elaboration et suivi du Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (2019/2023) avec la création d'une commission consultative (2021). Démarrage de certaines actions Signature Charte Zéro plastique en 2019	Déploiement de la Collecte en porte à porte en bacs individuels OMR et Emballages (avec la suppression majoritaire des sacs jaunes (2020/2023). Spécialisation d'une équipe TRI avec suivi de collecte - Acquisition de bacs et de bennes (2020/2023)	Etude pour la redevance spéciale auprès des professionnels (2023)
Etude et réalisation d'un quai de transfert et d'un centre technique (2021/2024)	Labélisation durable des crèches (2019/2022) et écoles du territoire (2022/2024) Sensibilisation et animations écoles et grand public Participation aux semaines Développement Durable et Réduction des déchets Mise en œuvre du plan stratégique de communication vers des publics cibles	Déploiement de colonnes de tri du verre avec gratification (2022) Renouvellement et densification des PAV (verre, papier, carton et textile) (depuis 2018)	Définition de tarifs adaptés pour l'accès des professionnels en déchèteries (avec l'étude sur la redevance spéciale 2022/2023)
Etude et mise en place de colonnes enterrées ou semi enterrées principalement pour les Omr et les emballages (jaune) dans les centres anciens (2021 : étude faisabilité – Selon conclusions de l'étude, déploiement 2024, en complément de la collecte individuelle	Développement du compostage collectif (en résidence-jardins partagés) ainsi que du lombricompostage (2022/2023) en complément de la mise en disposition des composteurs individuels déjà en place. Accompagnement et animation faite par une association locale.	Relance de la déchèterie mobile sur le flux exclusif des déchets verts (2021)	TRAITEMENT Réflexion sur les modes de traitement et d'élimination de déchets (TGAP notamment)
	Service de broyage des végétaux pour les particuliers sur RDV + mutualisation d'un broyeur pour les services techniques communaux et intercommunaux depuis nov. 2021 Formation sur l'intérêt du broyat en 2021 auprès des communes volontaire et des agents des services techniques de la CCVBA.	Mise en place des nouvelles filières de tri et réemploi (don, troc) en déchèteries en lien avec les travaux en déchèteries (2022/2023) Revalorisation des gravats localement	
	Collecte et broyage des sapins en janvier. Installation d'une zone de broyat offert en déchèteries		

Tableau - Liste des actions du service déchets destinées à optimiser le service

2.2.2 - Spécificité de la collecte et fréquences de collecte

Les 10 communes (avant oct. 2020 :les nouvelles modalités de collecte en bacs individuels)

Communes	Fréquence et jour collecte OMR	Fréquence et jour Collecte des EMBALLAGES		
AUREILLE	C4 pendant la basse saison C3 pendant la haute saison Bacs OMR collectifs	Mercredi C0.5 et C1 Bacs collectifs jaunes		
LES BAUX DE PROVENCE	C5 pendant la basse saison C6 pendant la haute saison Bacs OMR collectifs	Mercredi C1 Bacs jaunes collectifs aux PAV Sacs jaunes		
EYGALIERES (collecte par un prestataire privé : Silim Environnement)	En C1 secteur Ouest et Est En C3 dans les écarts En C6 en CV Bacs OMR collectifs	Jeudi C1 Bacs jaunes collectifs en apport volontaire		
FONTVIEILLE	En C5 et C6 en CV et C2 au nord Bacs individuels et collectifs	Mercredi C1 Sac jaune individuel		
MAS BLANC DES ALPILLES	C2 Bacs collectifs	Mercredi C1 Sac jaune individuel		
MAUSSANE LES ALPILLES	C4 Bacs individuels	Mardi C1 Sac jaune individuel		
MOURIES	En C3 et C4 Bacs individuels	Mercredi C1 Sac jaune individuel		
LE PARADOU	C2 et C4 Bacs individuels et collectifs	Mercredi C0.5 Sac jaune individuel		
SAINT ETIENNE DU GRES	C2 Bacs individuels + bacs collectifs + sacs au sol en CV	Mercredi C1 Sac jaune individuel + bac collectif dans les écarts		
SAINT REMY DE PROVENCE	C7 (Campagne C2-C3-C1) Bacs individuels et collectifs	Jeudi C1 et petit secteur en C0.5 Bacs jaunes collectifs + bacs jaunes individuels +sacs jaunes		

Suite au transfert de la compétence de la collecte en 2017, la CCVBA dispose d'une fréquence de collecte des OMR et du tri très hétérogène d'une commune à l'autre. Les OMR oscillent entre C1 et C7 par semaine et les emballages entre C0,5 et C1.

Les 7 communes desservies par l'opération de collecte en porte en porte lancée en Phase 1 en 2020 - et Phase 2 en 2021

JOU	IRS DE COLLECTE Déchets	Ordures Ménagères	Emballages
	NOUVEAUTE 2020	Poubelle grise	Poubelle jaune
AUREILLE	Secteur NORD incluant une petite portion de la D17, du chemin des oliviers au chemin des plantiers d'en haut	LUNDI	JEUDI
AUNCIECE	Secteur SUD Incluant la D17, sauf du chemin des oliviers au chemin des plantiers d'en haut	VENDREDI	MERCREDI
	Secteur 1 NORD	JEUDI incluant avenue Paul Revoil pour les Ordures ménagères UNIQUEMENT pour les foyers ne disposant pas de place pour le bac individuel	MARDI
MOURIES	Secteur 2 SUD Incluant la route de Maussane (D17)+ l'avenue roger salengro+ avenue pasteur	LUNDI	VENDREDI
	Secteur 3 Nord écart A partir du croisement de la route du Pont des Plaines D24A	LUNDI	JEUDI
	Secteur 4 Sud écart A partir du rond point du Chemin du Mas neuf : Route de Salon, D5, D17(le Coussoul), Chemin du Mas St Paul	VENDREDI	MERCREDI
	Secteur 1 NORD	VENDREDI	MERCREDI
MAUSSANE	Secteur 2 SUD incluant l'avenue de la vallée des Baux + D17 jusqu'au croisement avec la voie aurelia	MARDI	JEUDI
	Secteur 3 Ecart Chemin du Férigoulas + D78 (à partir du croisement avec route du Gourre blanc)	JEUDI	MARDI
PARADOU	Secteur NORD incluant la D17, avenue de la vallée des Baux	VENDREDI	MERCREDI
	Secteur SUD	MARDI	LUNDI

JOU	RS DE COLLECTE Déchets	Ordures Ménagères	Emballages		
	NOUVEAUTE 2021	Poubelle grise	Poubelle jaune		
LES BAUX DE	Secteur NORD	MERCREDI	MERCREDI		
PROVENCE	Secteur SUD	MERCREDI	MERCREDI		
	Secteur NORD	VENDREDI	MERCREDI		
EYGALIERES (repris en régie)		LUNDI	MARDI		
		LUNDI	MERCREDI		
	Secteur PALUDS (NORD-EST) incluant Avenue Albert Schweitzer jusqu'au rond point du Pôle Saint- Bernard	MARDI	JEUDI		
SAINT-REMY DE PROVENCE	Secteur JARDINS (NORD-OUEST)	JEUDI	VENDREDI		
	Secteur (SUD-OUEST) incluant D99A	VENDREDI	MARDI		
	Cours du centre ancien et entrée de ville	TOUS LES JOURS	MARDI		

Les communes sont divisées en secteurs, avec des jours de collecte différents. Le principe est une collecte 1 fois par semaine en OMR et 1 fois par semaine pour les emballages.

Certains gros producteurs (maisons de retraite, collège, professionnels) peuvent bénéficier de fréquences supplémentaires en OMR sous réserve d'un tri de qualité;

Depuis 2020, une évolution a eu lieu sur les départs des véhicules de collecte. Le départ se fait à partir de la déchèterie de Maussane pour le sud des Alpilles, et à partir des services techniques de la commune de Saint-Rémy-de-Provence pour le nord des Alpilles. En effet, la CCVBA ne dispose pas d'un bâtiment communautaire pour héberger l'ensemble des parcs roulants (BOM et bacs) ainsi que ses agents. La CCVBA, ne disposant pas de quai de transfert sur son territoire pour le vidage de ses déchets, utilise le quai de transfert à Beaucaire (Sud Rhône Environnement) pour les ordures ménagères et les emballages.

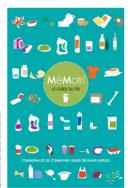
Consignes de tri identiques Harmonisation des couleurs des contenants

La CCVBA dispose des consignes de tri des emballages identiques sur son territoire avec l'extension plastique (pots, barquettes, films plastiques) et papier-verre-gros cartons en apport volontaire (depuis octobre 2018).

Les bacs-colonnes mis à disposition ont mêmes couleurs demandées nationalement.







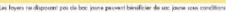
Un MEMO DE TRI est distribué afin de mieux communiquer et sensibiliser les usagers aux consignes de tri.

À TRIER DANS LES BORNES À TRIER À LA MAISON







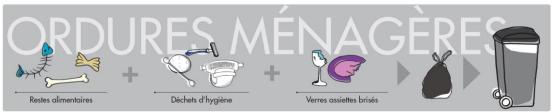












2.2.3 - La Collecte des encombrants des particuliers

Les encombrants correspondent aux déchets qui, du fait de leur poids et de leur volume, ne sont pas pris en charge par le service de collecte des ordures ménagères. Ils font l'objet d'une collecte à part organisée selon des modes fixés les collectivités territoriales. La loi n'établit pas de liste des encombrants, mais en pratique, il s'agit :

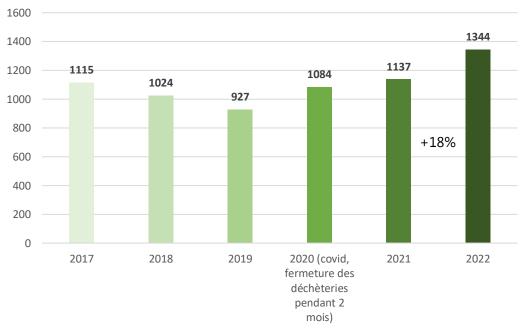
- du mobilier (table, chaises, armoire...),
- de matelas,
- de sommiers,
- d'appareils de gros électroménager (lave-linge, réfrigérateur, gazinière...).



Vous avez de GROS MEUBLES ou de l'ÉLECTROMÉNAGER dont vous avez besoin de vous débarrasser ?

	Aureille	Les Baux de Pce	Eygalières	Fontvieille	Mas Blanc	Maussane	Mouriès	Paradou	St Etienne du Grès	St Rémy de Pce	TOTAL
2017	42	22	98	266	6	97	117	30	70	367	1 115
2018	43	15	93	225	1	93	146	33	69	306	1 024
2019	36	5	100	268	11	62	128	24	58	235	927
2020 (covid)	83	9	97	228	8	92	153	42	68	304	1 084
2021	77	5	126	237	8	79	143	54	58	350	1 137
2022	122	5	162	249	20	81	167	48	76	413	1 344

Tableau - Nombre de rendez-vous pris pour la collecte des encombrants par commune Rendez-vous de collecte d'encombrants entre 2017 et 2022



Graphique représentant le nombre de rendez-vous pris pour la collecte de encombrants entre 2017 et 2022 toutes communes confondues

La CCVBA dispose de 2 agents et d'un camion plateau pour effectuer les rendez-vous auprès des particuliers sur les 10 communes.

Plus de 1 344 rendez-vous ont été effectués en 2022 (1 137 en 2021, +18%) par le service dédié. Ces déchets sont ensuite triés en déchèterie.

Ce service est gratuit pour les particuliers ne pouvant se déplacer à la déchèterie, sous conditions d'accès.

2.2.4 - Seuils de collecte pour les producteurs non ménagers et mise en place d'une redevance spéciale pour les déchets ménagers assimilés

Si la collectivité a une obligation de collecte pour les déchets ménagers, elle n'en a aucune pour les déchets dits assimilés. Pour ces derniers, elle est libre de fixer les limites des prestations qu'elle assure (caractéristiques et quantités de déchets, définition des sujétions techniques particulières).

Actuellement et conformément à la législation en vigueur, au-delà de 1100 litres par semaine, les déchets sont considérés comme des déchets d'activités économiques et un accompagnement est mis en place.

La CCVBA ne dispose pas de redevance spéciale relative à la collecte des déchets ménagers dits assimilés*.

Dans le cadre de l'étude d'optimisation sur la collecte, cette action a bien été identifiée et une étude sera réalisée en 2023 dans l'objectif d'une meilleure équité fiscale entre les particuliers et les professionnels.

* Ceux-ci regroupent les déchets des activités économiques pouvant être collectés avec ceux des ménages, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, sans sujétions techniques particulières (article L.2224-14 du Code général des collectivités territoriales). Cette action a été listée dans le cadre de l'étude d'optimisation de la collecte des déchets.

2.2.5 - La gestion des dépôts sauvages

Définition: un dépôt sauvage est un dépôt d'ordures ponctuel ou régulier de quelque nature que ce soit en un lieu où il ne devrait pas être. Il résulte, le plus souvent, d'apports illégaux réalisés par des particuliers, des artisans, des entreprises.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte ainsi que la Loi AGEC ont mis en place des dispositions pour faciliter la lutte contre ces pratiques illégales.

→ La compétence incombe au maire qui dispose du pouvoir de police pour ces infractions au code de l'environnement (L. 541-21-3 et 4 du code de l'environnement issus de l'article 77 de la LTEPCV) qui peut par conséquent verbaliser les contrevenants.

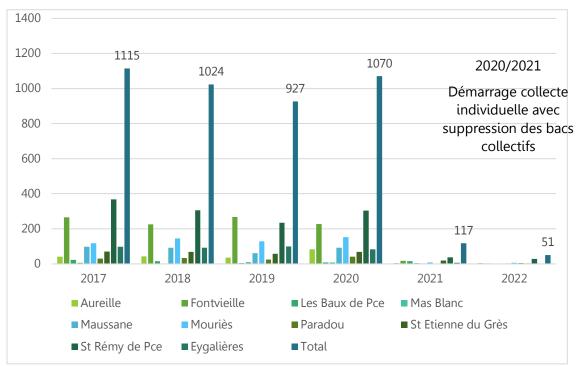


Figure - Nombre de dépôts sauvages constatés par commune entre 2017 et 2022

Le graphique ci-dessus détaille le nombre de dépôts sauvages constatés par commune et par année depuis 2017. Après un pic en 2018, le nombre de dépôts sauvages diminue progressivement, de 89% entre 2020 et 2021 et de 56% en 2022.

CCVBA : 1 agent 5 jours sur 7 en plus des rendez-vous des encombrants et un complément de 2 agents sur le nettoyage des PAV si nécessaire.

Les communes assurent également leur mission de propreté et de lutte contre les dépôts sauvages.

En 2022, 51 dépôts sauvages (117 en 2021) ont été relevés et nettoyés par la CCVBA.

Ce travail est également réalisé en grande partie par les communes du fait de leurs compétences. La diminution de ce chiffre est en partie due au fait que les bacs collectifs ont été supprimés et que les communes ramassent les dépôts sauvages en parallèle de la verbalisation.

2.3 - La gestion des déchèteries

La CCVBA dispose de 3 déchèteries intercommunales fixes et d'une déchèterie mobile dédiée au déchets verts.

Les habitants d'Eygalières ont la possibilité via une convention avec Terre de Provence Agglomération d'utiliser la déchèterie de Mollégès, la commune d'Eygalières étant éloignée des déchèteries de la Communauté de communes.

La CCVBA gère le haut du quai (l'accueil) tandis que le bas de quai (rotation et traitement) est géré par le Syndicat SRE.

Accès Particuliers et professionnels sur les 3 déchèteries intercommunales

Les particuliers et les professionnels du territoire sont acceptés sur les 3 déchèteries et sont soumis à un règlement intérieur. Avant le covid, les professionnels devaient s'acquitter d'un achat de tickets correspondants à leurs apports et aux déchets acceptés. A partir du confinement du mois de mars 2020, la gratuité d'accès aux déchèteries pour les professionnels a été mise en place et a été maintenue. Les tarifs d'accès en déchèterie pour les professionnels feront l'objet d'une harmonisation dans le cadre de la mise en place de la redevance spéciale (étude 2023).

Accès Particuliers pour la déchèterie mobile

Ce service de proximité est réservé au tri des végétaux des particuliers. La déchèterie mobile se déplace sur les 3 communes les plus éloignées des déchèteries intercommunales (Aureille, Fontvieille et Mouriès) selon des jours définis .



Carte - Localisation des 3 déchèteries du territoire et l'accès à la déchèterie de Mollégès

Pour la commune d'Eygalières

2.3.1 - Jours et horaires d'ouverture des déchèteries

Les jours et horaires d'ouverture des trois déchèteries du territoire ont été harmonisés en 2020, suite à leur réouverture du lundi au samedi (8-12h 14h-16h30).

La déchèterie mobile est ouverte de 9h à 14h, sur des jours définis sur les 3 communes concernées.

Les déchèteries sont fermées les jours fériés.

2.3.2 - Fréquentation des déchèteries



En 2022, les 3 déchèteries ont accueilli près de 98 186 visiteurs, soit 38 visites par heure en moyenne, ou 2 minutes par visite. En comparaison, en 2021, 101 093 visiteurs ont été accueillis dans les déchèteries du territoire. Il y a donc une légère baisse sans avoir la même tendance sur les tonnages. Pour rappel, en 2020, la baisse importante de la fréquentation s'explique par la fermeture des équipements pendant le premier confinement et la mise en place des autorisations d'accès. Celles-ci ont permis de limiter l'accès uniquement aux administrés du territoire de la CCVBA.

	2019			2020			2021			2022		
	Particuliers	Professionnels	Total	Particuliers	Professionnels	Total	Particuliers	Professionnels	Total	Particuliers	Professionnels	Total
Maussane-les-Alpilles	42 722	4 114	46 836	35 503	2 150	37 653	39 672	3 021	42 693	38 407	3 167	41 574
Saint-Rémy-de-Provence	35 280	5 273	40 553	25 497	3 604	29 101	36 726	4 089	40 815	35 930	3 959	39 889
Saint-Etienne-du-Grès	26 893		26 893	17 859		17 859	17 585		17 585	16 723		16 723
Sous-total	104 895	9 387	114 282	78 859	<i>5 754</i>	84 613	93 983	7 110	101 093	91 060	7 126	98 186
Total	114 282			84 613			101 093			98 186		

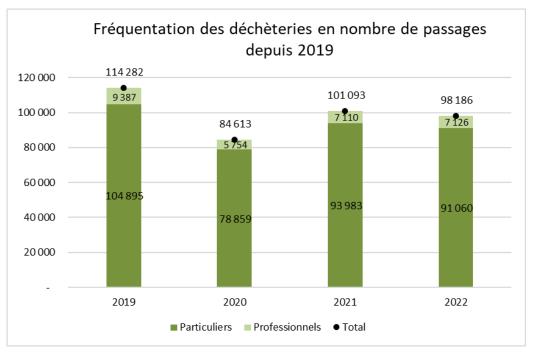


Figure - Evolution de la fréquentation des déchèteries - 2019/2022

La fréquentation en déchèteries en 2022 a diminué de - 3% par rapport à 2021, autant chez les particuliers que chez les professionnels.

Déchèterie mobile

En 2022, ce service de proximité a été utilisé par 4 639 personnes sur 3 communes (les plus éloignées des déchèteries intercommunales) : Aureille, Fontvieille et Mouriès. Le service connait des pics d'utilisation au printemps et à l'automne (507 visites/mois de novembre). Le mois le plus faible, Janvier accueille 177 personnes.

2.4 Evolution de l'organisation de la collecte des déchets

Avis sur les permis de construire - aménagement

Le service déchets de la Communauté de Communes émet un avis technique sur les permis de construire et permis d'aménager. En 2019, le Président de la Communauté de communes a ainsi demandé aux Maires de le saisir pour avis sur les demandes d'autorisation d'urbanisme en matière de déchets. L'objectif étant de s'assurer de la bonne exécution du service de collecte dans le cadre des opérations projetées et d'anticiper les besoins en termes d'équipements.

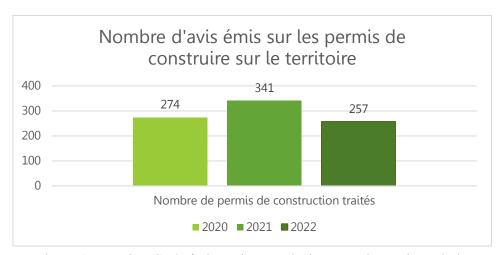


Figure 1 - Nombre d'avis émis sur les permis de construire sur le territoire

Performances de l'opération Collecte individuelle pour les ordures ménagères et les emballages

Ces nouvelles modalités de collecte ont démarré :

- → en 2020 : 4 communes (Phase 1 : Aureille, Maussane-les-Alpilles, Paradou et Mouriès).
- → en 2021 : 3 communes (Phase 2 : Saint Rémy de Provence, Les Baux et Eygalières)
- \rightarrow en 2022/2023 : 3 communes (Phase 3 : Fontvieille, Mas Blanc et Saint Etienne du Grès)

Principes

 Les sacs jaunes sont supprimés au profit de bacs roulants jaunes d'un volume plus conséquent entre 180 et 660 litres, permettant des fréquences de collecte majoritairement à 1 fois par semaine. Cependant, certains foyers ne pouvant accueillir de bacs individuels faute de place, conservent l'utilisation du sac jaune (notamment les foyers situés en centre de village).

> Les bacs collectifs dédiés aux ordures ménagères sur les voies publiques sont majoritairement supprimés au profit des bacs individuels gris dans la mesure où l'habitat et la circulation des bennes le permettent.

Résultats très positifs des 2 phases : -18% en collecte pour les OMR, + 62% pour les emballages , soit -13 % de production au global (par rapport à 2019).

La mise en place de la collecte en porte-à-porte a permis d'obtenir des résultats très avec la baisse des tonnages collectés, une bonne qualité de tri et la baisse des kilomètres parcourus en collecte, grâce à l'optimisation des circuits.

Phase 1: Aureille, Mouriès, Maussane-les-Alpilles, Paradou (oct.2020)

- -12% d'OMR collectés (comparaison de septembre 2020 avant le changement des modalités de collecte avec septembre 2021, suite au changement de modalités de collecte).
- +76% d'emballages collectés

Soit -4% de déchets collectés au global.

Les nouveaux circuits de collecte ont permis de réduire la distance parcourue en moyenne par semaine en réduisant les fréquences de collecte des OMR et en offrant un meilleur service de collecte des emballages. Suite au changement des modalités de collecte lors de la phase 1 :

- -27% de km parcourus par semaine pour collecter les OMR
- +54% de km parcourus pour collecter les emballages

Soit -10% de km parcourus par semaine pour les 2 flux confondus.

Phase 2 : Saint-Rémy-de-Provence, Eygalières, Les Baux-de-Provence (nov.2021)

- -52% d'OMR (comparaison d'octobre 2021 avant le changement des modalités de collecte avec octobre 2022)
- +75% d'emballages

Soit -45% de déchets collectés au global

Les distances parcourues ont également évolué avec les nouveaux circuits de collecte :

- -48% de km pour la collecte des OMR
- +146% de km pour la collecte des emballages

Soit -15% de km parcourus par semaine pour les 2 flux confondus.

CHAPITRE 3: LES TONNAGES – BILAN

3.1 - Déchets Ménagers et Assimilés et évolution

(DMA: ordures ménagères, tri, déchèteries)

<u>Les déchets ménagers et assimilés</u> sont les déchets produits par les ménages et les activités économiques puis collectés par le service public d'élimination des déchets (de façon régulière ou occasionnelle). Ces déchets peuvent être non dangereux, dangereux, ou issus du BTP. Le périmètre des déchets assimilés s'étend aux déchets des entreprises (artisans, commerçants, etc.,) et du secteur tertiaire (administrations, hôpitaux, etc.) collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets. La collecte de ces déchets professionnels a une incidence importante sur notre ratio.

Ainsi les Déchets Ménagers Assimilés sont composés des OMA, des déchets des déchèteries, mais également des déchets assimilés/déchets des activités économiques (DAE).

En 2022

Déchets Ménagers et Assimilés (DMA: OMR + tri + déchèteries) – Pop. municipale 27 836 hab.

27 684 tonnes (-1% par rapport à 2021)

995 Kg/hab./an (+12% par rapport à 2015 qui affichait 885 kg/hab/an)

741 kg/hab/an (avec le surclassement démographique)

A noter, la surpopulation touristique n'est pas prise en compte dans le calcul à l'habitant. En intégrant le surclassement de Saint Rémy, notre performance est à **741 kg/hab** (contre 771 kg/hab en 2021 : Région PACA dans les collectivités catégorisées « Touristiques »).

En kg/hab	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (covid)	2021	2022
OMA	490	494	498	496	483	450	459	438
OMR	389	391	394	393	376	347	343	307
Emballage	35	36	35	35	32	32	39	52
Papier	13	13	12	12	18	16	15	13
Verre	53	55	56	56	57	55	61	66
Déchèterie	395	397	410	479	496	441	545	556
Total DMA (dont DAE)	885	891	902	975	979	891	1004	995

	DMA tonnes	DMA kg/hab/an	Objectif Kg/hab/an Plan régional 2025	Objectif Tonne Plan régional 2025
CCVBA 2022 Population municipale	27 684	995	791	22 304
CCVBA 2022 Population surclassée	27 004	741	791	
Moy. PACA touristique	20 460	771		
Moy. PACA	18 440	666		
France	16 100	582		

ale	Déchets Ménagers Assimilés Tonnages collectés	OMR (dt déchets mun. Et Dae)	Emballage + papier	Verre	ОМА	%	Déchèteries y compris PAV cartons	%	DMA	%
ci pš	CCVBA 2015	10 775	1 333,4	1 323	13 431		11 068		24 783	
municipale	CCVBA 2016	10 751	1 331,4	1 517	13 599	1%	10 926	-1%	24 525	-1%
E	CCVBA 2017	10 881	1 288,0	1 545	13 715	1%	11 302	3%	25 034	2%
ion	CCVBA 2018	10 926	1 285,0	1 568	13 779	0%	13 313	18%	27 097	8%
ulat	CCVBA 2019	10 403	1 380,8	1 566	13 350	-3%	13 715	3%	27 065	0%
Population	CCVBA 2020 (covid)	9 693	1 331,8	1 527	12 552	-6%	12 313	-10%	24 866	-8%
	CCVBA 2021	9 562	1 519,6	1 698	12 780	2%	15 168	23%	27 948	12%
	CCVBA 2022	8 554	1 804,0	1 845	12 203	-5%	15 481	2%	27 684	-1%
Population surclassée	CCVBA 2022 (avec surclassement démographique)									
	Moyenne Région PACA - secteur touristique - 2020 ramenée à la pop ccvba	10 579	1 647	1 647	13 873		6 587		20 460	
	Moyenne France ADEME - 2019 ramenée à la pop ccvba	6 885	1 382	885	9 152		6 968		16 100	

Tableau - Tonnages collectés par flux et comparaison avec les moyennes régionales et nationales, entre 2015 et 2022

e	Déchets Ménagers Assimilés En Kg/hab collectés	OMR (dt déchets mun. Et Dae)	Emballage + papier	Verre	ОМА	%	Déchèteries y compris PAV cartons		DMA	%
cipa	CCVBA 2015	389	47,6	47	490		395		885	
Population municipale	CCVBA 2016	391	48,4	55	494	1%	397	0%	891	1%
E -	CCVBA 2017	394	47,3	56	498	1%	405	2%	903	1%
atio i	CCVBA 2018	393	46,4	57	496	0%	479	18%	975	8%
bulg	CCVBA 2019	376	49,9	57	483	-3%	496	4%	979	0%
Po	CCVBA 2020 (covid)	347	47,7	55	450	-7%	441	-11%	891	-9%
	CCVBA 2021	343	54,6	61	459	2%	545	24%	1 004	13%
	CCVBA 2022	307	65,0	66	438	-5%	556	2%	995	-1%
Population surclassée	CCVBA 2022 (avec surclassement démographique)	229	48,0	49	326	-5%			741	
	Moyenne PACA secteur touristique - 2020	379	59	59	497		236		771	
	Moyenne PACA - 2020	364	38	25	426		240		666	
	Moyenne France - ADEME - 2019	249	50	32	332		252		582	
	Objectifs	Réduire notamment DAE, déchets municipaux et développer le compostage	Aug la qualité et qtité notamment sur papiers	Maintenir Forte participation des prof.	Réduire avec le focus sur les OMR		Réduire la part des encombrants : réemploi sur les OMR (part des DAE)			

Tableau - Ratio de déchets collectés par habitant en kg et par flux de 2015 à 2022 et comparaison avec les moyennes nationales et régionales

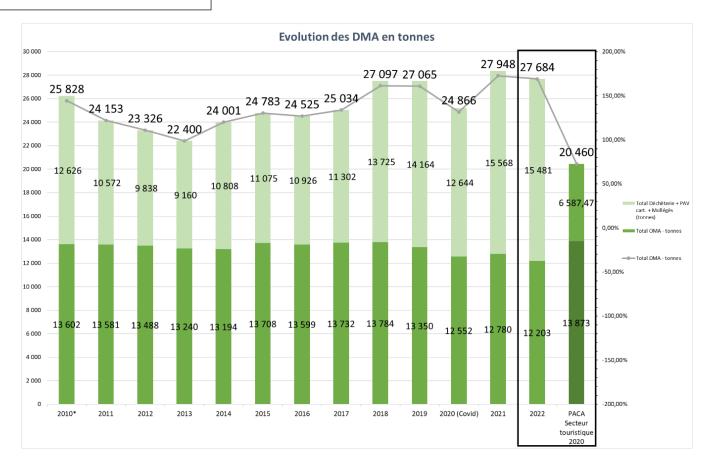


Figure - Structuration des DMA en tonnes entre 2010 et 2022

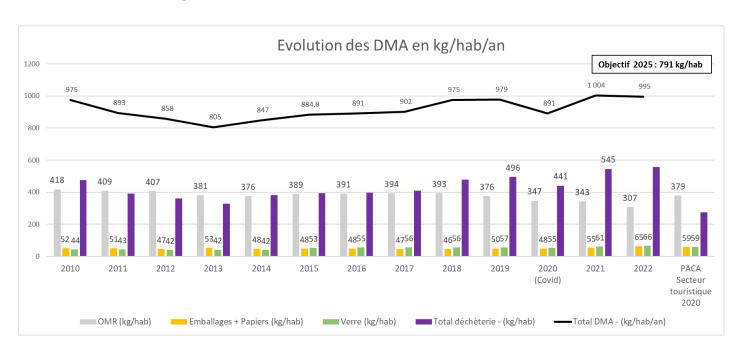


Figure - Evolution des DMA en kg/hab/an entre 2010 et 2022



Figure - Répartition des déchets produits par un habitant en % selon la catégorie de déchet

Les déchets en déchèteries représentent la part la plus importante de déchets produits sur le territoire en 2022, pour plus de la moitié.

Ils sont suivis des ordures ménagères résiduelles dont la baisse se poursuit depuis 2017, notamment grâce à la mise en place de la collecte individuelle en porte à porte facilitant le geste de tri.

Cette évolution favorable s'explique par la politique de prévention et de collecte mise en place depuis la prise de compétence en 2017, et notamment au déploiement de la collecte en porte à porte.

3.1.1 - Les Ordures Ménagères Assimilés*

Les Ordures Ménagères Assimilées sont composées des OMR, des emballages (bacs/sacs jaunes), du papier et du verre.

Le verre et le papier sont déposés par les administrés en points d'apport volontaire et collectés via des prestataires privés sur les 10 communes. Les Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) sont composées des déchets organiques et autres collectés en mélange (bac gris) en régie. Les emballages (plastique, carton et métal) sont collectés en régie à l'aide de bacs-sacs. jaunes .

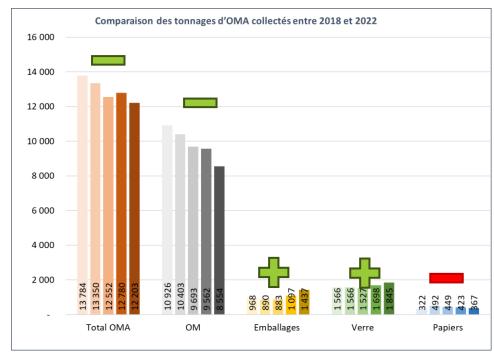
La Communauté de communes a connu une augmentation constante des OMA entre 2015 et 2017 (environ 3% en kg/hab). Toutefois, en 2018, les OMA tendent à se stabiliser pour ensuite diminuer significativement en 2019 à hauteur de -2.4%.

Raisons des performances positives des OMA en 2022 (438 Kg/Hab., soit -6 % par rapport à 2021)

Le déploiement des deux premières phases de collecte en bacs individuels majoritairement en porte en porte, en 2020 et 2021 (7 communes concernées) a permis de diminuer fortement les OMR (-18%) et d'augmenter encore plus significativement le tri (+ 62%). La part des OMR étant plus importante entraine cette baisse globale conforme à la règlementation en vigueur. A noter dans les OMR, sont collectés une part importante de déchets d'activités économiques. (36% selon l'observatoire régional). Un travail doit se poursuivre pour accompagner au mieux les professionnels à une meilleure gestion de leurs déchets d'activités économiques.

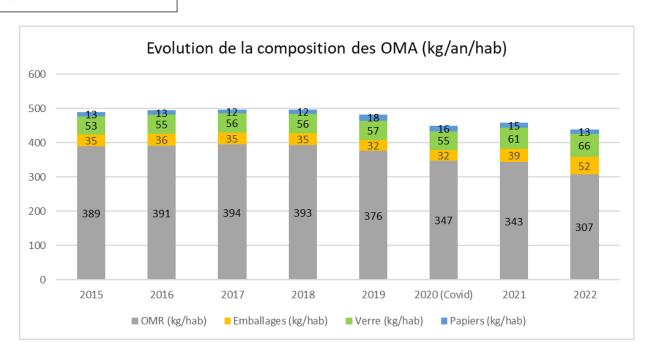
Concernant la collecte sélective, le verre connait une hausse (66Kg/Hab. soit +9% par rapport à 2021). Celui-ci est nettement au-dessus des moyennes nationales (40Kg/Hab/an).

La performance des emballages est très satisfaisante (52 Kg/Hab. soit +31%). Celle-ci est nettement au-dessus également de la moyenne régionale (38 kg/hab.) et est au même niveau de la moyenne nationale (50 kg/hab.).



Par contre **le papier** (**13 Kg/hab**. baisse à nouveau cette année (-13%) mais suit la tendance nationale avec une perte du gisement.

Enfin, les OMR (**307 Kg/hab**.) annoncent une baisse de 11% par rapport à 2021. Ce dernier est en dessous de la moyenne régionale (367 Kg/Hab) mais bien au-dessus de la moyenne nationale (249 kg/hab.)



Performance EMBALLAGES+PAPIERS

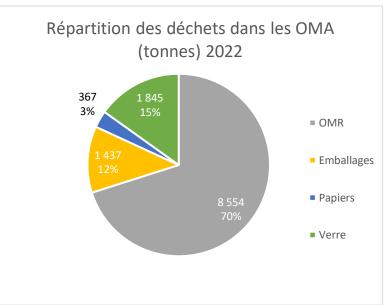
1 804 tonnes en 2022 (contre 1 520 T en 2021) 65 kg/hab/an (contre 55 kg/hab/an en 2021)

59 kg/hab (PACA Touristique en 2020) 34 kg/hab (Région PACA en 2020) 52 kg/hab (Moyenne nationale)

Performance VERRE

1845 tonnes en 2022 (contre 1698 T en 2021) 66 kg/hab/an (contre 61 kg/hab/an en 2021).

59 kg/hab (PACA Touristique en 2020) 23 kg/hab (Région Paca en 2020) 40 kg/hab (Moyenne nationale)



Performance Ordures ménagères résiduelles (y compris DAE)

8554 tonnes en 2022 (contre 9 562 T en 2021) 307 kg/hab en 2022 (contre 343 kg/hab/an en 2021).

379 kg/hab (PACA Touristique en 2020) 367 kg/hab (Région Paca en 2020) 249 kg/hab (Moyenne nationale)

3.1.2 - Les déchets des déchèteries

Plus de 15 481 tonnes ont été collectées en déchèteries en 2022, soit + 2% par rapport à 2021, soit :

556 kg/hab/an (545 en 2021)

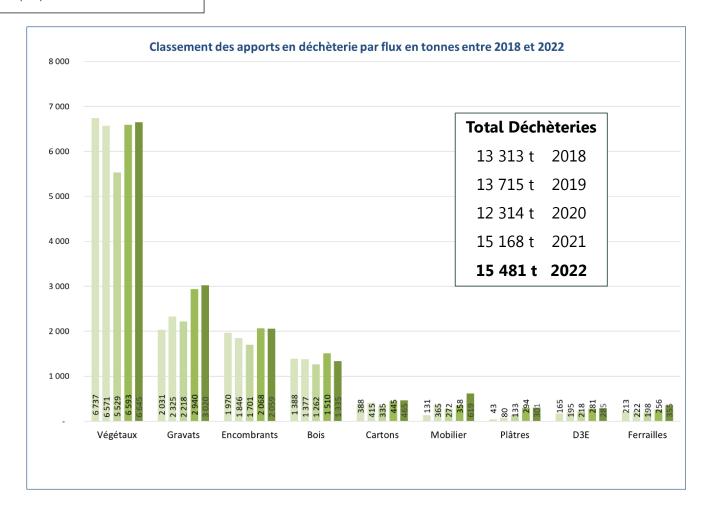
274 kg/hab en 2020 (PACA Touristique)

300 kg/hab/an (PACA)

201 kg/hab/an (Moyenne nationale)

Ce ratio très élevé s'explique par le fait que les professionnels sont acceptés en déchèterie, quand la plupart des collectivités les refusent, et de manière gratuite depuis la crise sanitaire. Également, les particuliers depuis le déploiement des bacs individuels, doivent davantage trier en déchèteries.

Kg/Hab/an	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (covid)	2021	2022	% 2021/2022
Végétaux	192	192	206	242	238	200	237	239	+1%
Gravats	70	67	65	73	84	81	106	109	+3%
Encombrants	81	68	61	71	67	62	74	74	-
Bois	22	36	44	50	50	46	54	48	-11%
Cartons	15	13	12	14	15	12	16	17	+5%
Mobilier	3	3	3	5	13	10	13	22	+58%
Plâtres	0,9	0,7	0,8	1,5	3	5	11	11	+3%
D3E	4	6	4	6	7	8	10	10	+2%
Ferrailles	7	11	8	8	8	7	9	13	+39%
Total tous flux	395	397	405	479	496	441	545	556	+2%



Les flux les plus importants accueillis sur l'ensemble des déchèteries sont :

Végétaux

6 645 t soit 239 kg/hab.

Gravats

3 020 t soit 109 kg/hab.

Encombrants

2 059 t soit 74 kg/hab.

Une saisonnalité est bien présente également avec des pics dans les apports printemps et automne (essentuellement liés aux végétaux).

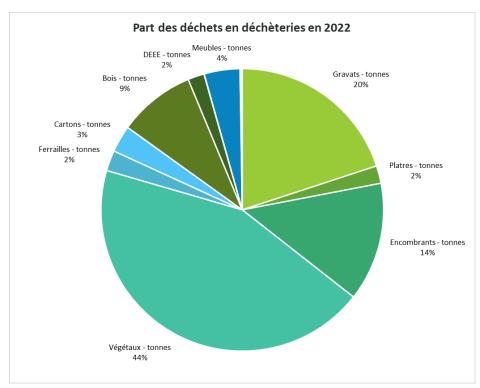
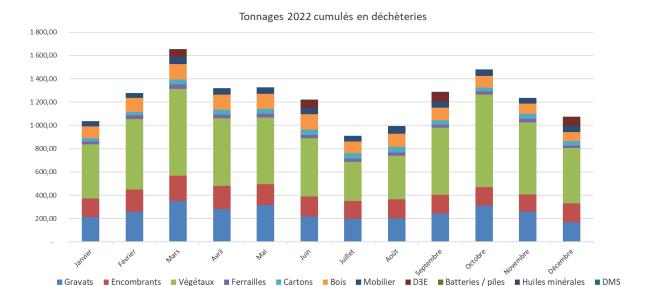


Figure - Répartition des déchets en déchèterie par flux

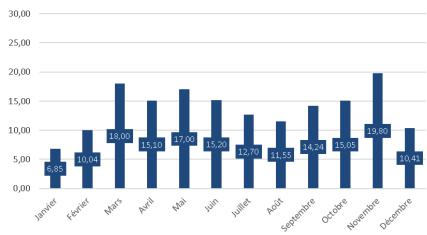


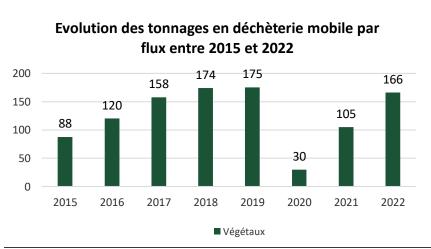
Les 3 flux principaux représentent plus de 78% de l'ensemble des apports soit plus de 386kg/hab. Ces apports importants s'explique principalement par une fréquentation importante des professionnels (paysagistes, métiers du bâtiment, etc.). En ajoutant le bois, ils représentent plus de 90% des tonnages collectés en déchèteries.

Zoom sur les apports de la Déchèterie mobile

Près de 166 tonnes de végétaux ont été collectés en 2022 grâce à la déchèterie mobile (+6% par rapport à 2021). Ils sont comptabilisés dans les données des végétaux ci-dessus. Par mois, les tonnages oscillent entre 7 tonnes à 20 tonnes par mois.

2022 - Déchèterie mobile - tonnages Végétaux par mois





ZOOM sur les cartons (issus des colonnes d'apport volontaires)

La collecte des cartons bruns est réalisée principalement en points d'apports volontaires en régie pour la commune de Saint Rémy de Provence et en prestation pour les autres communes.

En 2022, le total collecté est de 352 tonnes (hors collecte directe en déchèterie), soit 12,6 kg/habitant. Ils sont ensuite comptabilisées dans les cartons des déchèteries avec une nette augmentation en 2022 d'environ 33% par rapport à 2019 et de 12% par rapport à 2021.

<u>Le total du carton collecté (déchèteries + point d'apport volontaires) atteint 817 tonnes, soit 29,3 kg/habitant.</u>

La sensibilisation auprès des professionnels ainsi qu'auprès des particuliers (recevant de plus en plus de colis par internet) et le déploiement des colonnes permettent cette augmentation chaque année.

	2017	2018	2019	2020 (covid et fermeture des déchèteries)	2021	2022
Janvier	3,34	12,54	12,16	21,78	19,85	19,74
Février	3,22	10,84	13,08	17,78	18,94	20,03
Mars	8,52	15,16	17,72	18,10	22,1	25,86
Avril	5,36	15,30	20,26	19,70	22,42	30,85
Mai	11,06	20,14	21,04	21,94	24,25	32,84
Juin	9,80	18,24	21,46	34,90	30,90	34,76
Juillet	16,50	19,72	24,90	42,34	34,62	38,66
Août	20,30	23,92	26,30	38,58	35,32	40,70
Septembre	14,60	16,52	19,24	28,22	28,50	32,62
Octobre	12,02	19,04	20,64	24,14	25,47	24,56
Novembre	13,06	17,22	18,46	18,36	25,20	25,77
Décembre	12,92	15,92	19,56	25,74	27,00	25,12
Total en Tonnes	131	205	235	312	315	352
Total en Kg/an/hab	4.7	7.4	8.5	11.2	13,0	12,6

Conclusion

En 2022, malgré la baisse de nos Déchets Ménagers et Assimilés par rapport à 2021, notre production totale de déchets reste toutefois importante par rapport aux moyennes nationales et régionales. Même si les OMA baissent, les apports en déchèteries représentent le double de la moyenne régionale (556 kg/hab pour la CCVBA contre 300 kg/hab à l'échelle régionale).

Conformément aux objectifs règlementaires, d'ici 2025, la CCVBA (<u>Déchets d'Activité</u> <u>Economique non compris</u>) devra diminuer de 10% ses DMA par habitant par rapport à 2015, soit environ 3 400 tonnes <u>par rapport à 2022</u> en comprenant l'évolution démographique, ce qui représente une baisse de – 131 kg par habitant dans les 2 années à venir.

L'enjeu est donc de :

- Poursuivre la diminuation d'OMR en incitant au tri,
 - en améliorant sa qualité au bénéfice du recyclage (objectifs de la collecte en porteà-porte)
 - en travaillant sur les déchets d'activités économiques (y compris les déchets municipaux : marchés-corbeilles-manifestations) : Etude sur la fiscalité avec notamment la mise en place de la redevance spéciale pour les déchets des professionels
 - développer le compostage (individuel, collectif-partagé, lombricomposteur) en triant les biodéchets
- Diminuer la part des encombrants et des végétaux en déchèteries
 - o en développant le réemploi (projet requalification déchèteries) et de nouvelles filières de tri (articles de sport, de bricolge, jouets...)
 - o en poursuivant le broyage des végétaux sur Rendez-vous
 - o en mettant en place le contrôle d'accès et accompagnant les professionnels à une meilleure gestion de leurs déchets.

CHAPITRE 4: LE TRAITEMENT DES DECHETS

4.1 - Origine des déchets collectés et localisation des unités de traitement

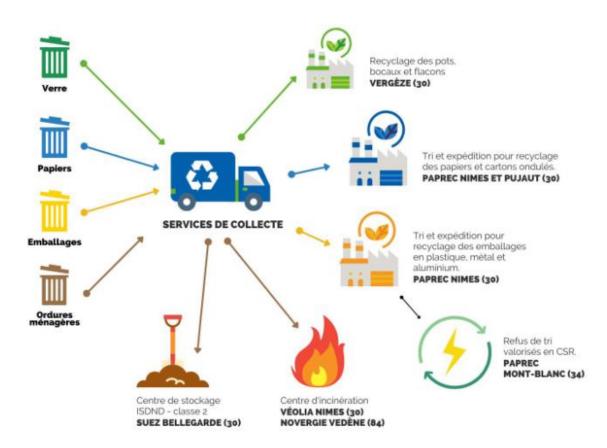
La CCVBA adhère au Syndicat mixte de traitement des déchets « Sud Rhône environnement » pour l'ensemble de ses communes.

Les ordures ménagères, les emballages, les cartons-papiers et les végétaux gérés par le syndicat étaient acheminés au centre de valorisation des déchets exploité jusque février 2020 par la société **ECOVAL 30 à Beaucaire.** (Cf. rapport d'activité de SRE disponible).

La société ECOVAL 30, délégataire de service public pour le compte de SRE a été placé en liquidation judiciaire début 2020. Suite à cette fermeture, le mode de traitement des OMR a totalement changé. Il correspond à de l'enfouissement pour les ordures ménagères résiduelles au centre technique à Bellegarde (pour 90% des apports) dans le Gard. Environ 10% sont incinérés. Les emballages issus de la collecte sélective sont traitées au centre de tri de PAPREC VALRENA à Nîmes. Les autres flux issus des déchèteries sont gérés par des marchés publics de prestations pour le transport et le traitement des déchets ménagers.

Seuls les cartons bruns collectés des colonnes sont traités-recyclés en direct par une société locale Azura Trade sur le territoire des Alpilles.

Liste des unités de traitement et localisation :





12 filières de traitement dont 3 soutenues par les éco-organismes agréés

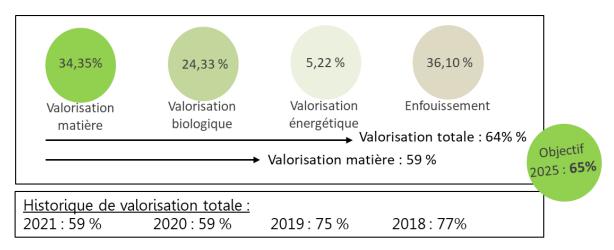


Tableau 3 - Liste des exutoires par flux

CHAPITRE 5: LES TAUX GLOBAUX DE VALORISATION

La règlementation impose l'évaluation du taux de valorisation globale à l'échelle du territoire. La loi de la transition énergétique pour la croissance verte vise un taux de valorisation matière des déchets non dangereux non inertes à hauteur de 65% en 2025.

Taux 2022 CCVBA par type de valorisation à l'échelle du syndicat de traitement



En raison de la liquidation judiciaire du centre de compostage des ordures ménagères « ECOVAL 30 » survenue au début de l'année 2020, le taux de valorisation matière a chuté fortement. Les tonnages d'OMR n'ont pu être compostés. Ils ont été majoritairement enfouis au centre d'enfouissement technique de Bellegarde.

Les résultats de valorisation obtenus en 2022 sont néanmoins satisfaisants puisqu'ils sont proches de l'objectif règlementaire fixé à 2025. Nos performances en tri (déchèterie, collecte sélective) permettent d'y répondre malgré la part importante de l'enfouissement pour les ordures ménagères.

Les tableaux présentent la valorisation des déchets détaillés par flux et par année :

2022 - DMA - Taux de valorisation	valo. matière	valo. biologique	valo. Énerg.	Enfouissement	Total en tonnes	Taux de valorisation matière en %	Taux de valorisation matière et énergétique
Ordures ménagères dont DAE	-	-	786	7 768	8 554	0%	9%
Emballages recyclables	1 019	-	418	-	1 437	71%	100%
Papiers	367	-	-	-	367	100%	100%
Verres	1 845	-	-		1 845	100%	100%
Végétaux	-	6 645	•	-	6 645	100%	100%
Bois-gravats-ferraille-cartons-huiles-platres-piles-pneus	5 498	-	-		5 498	100%	100%
D3E	215	-	38	32	285	76%	89%
Encombrants (non recyclables)	1			2 059	2 059	0%	0%
Meubles	436		183		619	70%	100%
Déchets Ménagers Spéciaux	-		16	-	16	0%	100%
Total	9 381	6 645	1 440	9 859	27 325	16 026	17 466
Taux de valorisation	34%	24%	5%	36%	100%	59%	64%

Historique des Taux de valorisation	valorisation matière	valorisation biologique	valo. Énerg.	Enfouissement	Total en tonnes	Taux de valorisation matière en %	Taux de valorisation matière et énergétique
CCVBA 2017	9 637	1 164	5 643	4 074	20 518	10 801	16 444
CCV BA 2017	47%	6%	28%	20%	100%	53%	80%
CCVBA 2018	14 561	4 019	2 658	6 323	27 561	18 580	21 238
CCVBA 2018	53%	15%	10%	23%	100%	67%	77%
CCVBA 2019	14 479	4 920	944	6 710	27 053	19 399	20 343
CCV BA 2019	54%	18%	3%	25%	100%	72%	75%
CCVBA 2020	7 180	6 455	894	10 103	24 631	13 635	14 529
CCVBA 2020	29%	26%	4%	41%	100%	55%	59%
CCVBA 2021	9 153	6 593	805	11 349	27 900	15 746	16 551
	33%	24%	3%	41%	100%	56%	59%
CCVBA 2022	9 381	6 645	1 424	9 859	27 309	16 026	17 450
CCVBA 2022	34%	24%	5%	36%	100%	59%	64%

De nombreuses actions sont fléchées dans le cadre du programme européen Life Gestion Intégrée des Déchets et dans le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés pour tendre vers les 65% de taux de valorisation et assurer un service public de qualité.

CHAPITRE 6: LA SITUATION DU TERRITOIRE AU REGARD DES OBJECTIFS REGLEMENTAIRES

La production totale reste importante par rapport aux moyennes nationales ou régionales. Conformément aux objectifs règlementaires, d'ici 2025, la CCVBA devra diminuer ses déchets par habitant pour respecter les objectifs règlementaires.

OBJECTIFS			
-7% DMA par habitant en 2020 par rapport à 2010	©		
Stabilisation de la production de DAE	<u> </u>		
-10% DMA par habitant en 2020 par rapport à 2010 (+28kg/an/hab)			
Valorisation matière de 55% en 2020	©		
Valorisation matière 65% en 2025			
Valorisation de 70% des déchets du BTP d'ici à 2020	<u>:</u>		
-30% du stockage des DNDNI par rapport à 2010 en 2020			
-50% du stockage des DNDNI par rapport à 2010 en 2025			
2025 : tri à la source des biodéchets pour tout le monde			
Réduire de 50% le gaspillage alimentaire en 2025 par rapport à 2013			
Réduire de 10% les DMA en 2025 par rapport à 2015			
(-94 kg/habitant sur les 885 kg/hab de 2015, soit atteindre 791kg/hab. en 2025)			
Augmenter la qté de déchets réutilisés/réemploi (CCVBA : textiles, bennes de réemploi)	©		
Réduire de 15% les DMA non dangereux /hab en 2030 par rapport à 2010			
Max 10% du poids des DNDNI collecté admis en isdnd 2035			
	-7% DMA par habitant en 2020 par rapport à 2010 Stabilisation de la production de DAE -10% DMA par habitant en 2020 par rapport à 2010 (+28kg/an/hab) Valorisation matière de 55% en 2020 Valorisation matière 65% en 2025 Valorisation de 70% des déchets du BTP d'ici à 2020 Obligation de tri pour les pros : papier/carton, métal, plastiques, verre, bois biodéchets -30% du stockage des DNDNI par rapport à 2010 en 2020 -50% du stockage des DNDNI par rapport à 2010 en 2025 2025 : tri à la source des biodéchets pour tout le monde Réduire de 50% le gaspillage alimentaire en 2025 par rapport à 2013 Réduire de 10% les DMA en 2025 par rapport à 2015 (-94 kg/habitant sur les 885 kg/hab de 2015, soit atteindre 791kg/hab. en 2025) Augmenter la qté de déchets réutilisés/réemploi (CCVBA : textiles, bennes de réemploi) Réduire de 15% les DMA non dangereux /hab en 2030 par rapport à 2010 (soit pour CCVBA passer de 945 kg/an/hab à 803kg) Réduire de 5% les DAE en 2030 par rapport à 2010		

Tableau 4 - Liste des objectifs du service déchets en fonction des différents documents règlementaires

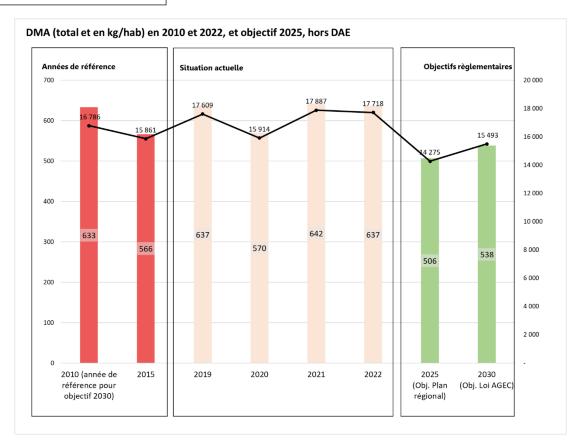


Figure 16 - Niveaux actuels, de référence et d'objectifs de réduction des DMA de la CCVBA (hors DAE)

Les Objectif de réduction par habitant d'ici 2025 =

- -60 kg/hab. entre 2015 et 2025
- -131 kg/hab. entre 2022 et 2025 (DAE non compris). Soit une réduction de près de 43 kg/hab./an.

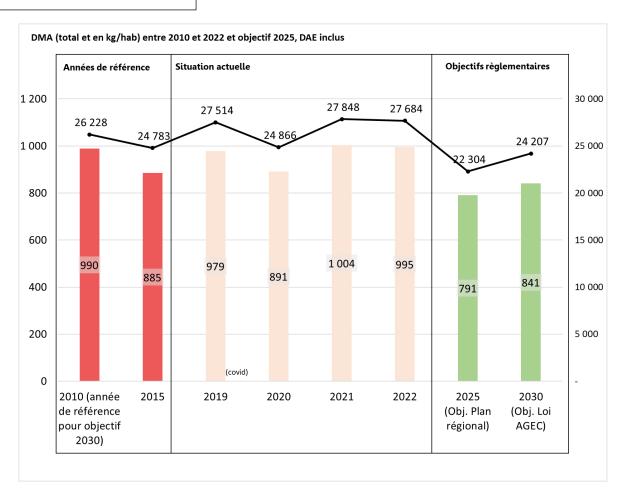


Figure 17 - Niveaux actuels, de référence et d'objectifs de réduction des DMA de la CCVBA (DAE inclus)

Les Objectif de réduction par habitant d'ici 2025 :

- -94 kg/hab/an entre 2015 et 2025
- -204 kg/hab. par rapport à 2022 (DAE compris). Soit une réduction de près de 68 kg/hab./an.

Les objectifs règlementaires impliquent également de :

- Passer de 59% à 65% de valorisation des déchets en 2025.
- Réduire de près de 3500 tonnes les déchets en 2025 en décharge sur 6 997 tonnes traitées en 2010 pour atteindre l'objectif des -50% en décharge en 2025.

PARTIE 3: INDICATEURS FINANCIERS

3.1 – Les coûts globaux de la compétence Déchets

Les coûts de la compétence déchets sur 2022 sont présentés globalement : c'est-à-dire des coûts décomposés par fonction et ramenés à l'habitant.

2022- En euros TTC	Dépenses	Recettes			
Fonctionnement	6 753 679 € Soit 243 €/hab.	6 260 632 € Soit 225 €/hab.			
Investissement	773 977 € Soit 28 €/hab.	814 356 € Soit 29 €/hab.			
Sous-total	7 527 657 € Soit 270 €/hab.	7 074 988. € Soit 254 €/hab.			
Apport budget général*	452 669 € (1 709 769 € en 2021)				
Total service	7 527 657 € (-4,6% par rapport à 2021 : 7 887 874 €)				

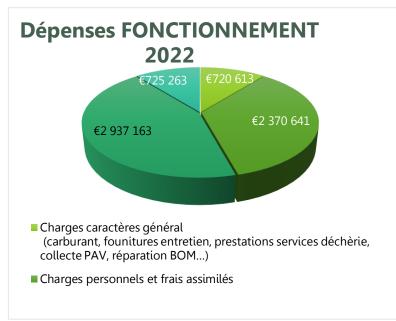
^{*}Les recettes du budget général sont nécessaires pour équilibrer le budget du service Déchet.

Le taux de TEOM : taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'exercice 2022 est le suivant :

Le financement par la TEOM est majoritaire en région PACA. Il a été acté par délibération N°96/2016 du 16/09/2016 un lissage du taux de TEOM des communes sur 10 ans avec un taux moyen à 6.94 % à échéance 2026. Cependant, aux vues de la situation financière du service Déchet, cette harmonisation a été effectuée en 2021 avec un taux unique de 9,8%. Ce taux a été maintenu lors de la délibération du 13 avril 2023.

Délibération (67/2021) 22/05/2021 et (57/2023) 13/04/2023.

La répartition des dépenses de FONCTIONNEMENT s'établit comme suit :



43 %: Charges de gestion courantes (frais relatifs au syndicat de traitement) (2021:55%)

35 % : Charges de personnels et frais assimilés (service en régie) (2021 : 33 %)

11 %: Charges à caractère général Collecte et Traitement (Prestations de collecte dont les PAV verrespapiers, carburant, réparationmaintenance des BOM, taxe véhicules, achats de sacs jaunes ...) (2021:12%)

11 % Charges diverses:

(provisions SRE, dotations aux amortissement....)

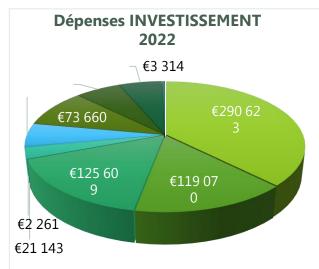
Détails des dépenses de fonctionnement :	2022	%
Charges caractères général (carburant, fournitures entretien, prestations services déchèterie, collecte PAV, réparation BOM)	720 613 €	11%
Charges personnels et frais assimilés	2 370 641 €	35%
Charges de gestion courantes (syndicat de traitement Sud Rhône Environnement)	2 937 163 €	43%
Charges diverses (provisions SRE, dotation aux amortissements)	725 263 €	11%
Total DEPENSES FONCTIONNEMENT	6 753 679 €	6%

Près de 43% des dépenses sur la fonctionnement sont attribuées pour la traitement des déchets des ordures ménagères, emballages et les déchets des déchèteries (végétaux, encombrants...).

La partie collecte directement traitée par la CCVBA représente 46% des dépenses de fonctionnement.

Les recettes liés aux ventes/soutiens des matériaux (contrats gérés par SRE et reversées ensuite aux collectivités) ont augmenté en 2022 par rapport à 2021 (+22%). Ces recettes sont directement liées aux performances des collectes sélectives et en déchèteries.

La répartition des dépenses d'INVESTISSEMENT s'établit comme suit :



- Acquisition v\u00e9hicules pour la collecte (1 BOM, 1 mini benne)
- Déploiement CLIINK
- Enquête, dotation et acquisition bacs à puce (phase 3 pas complète)
- Acquisition composteurs
- Acquisition équipements informatiques et mobilier

38 % pour l'acquisition de véhicules de collecte *2021 : 43%*

28% d'investissement dans les infrastructures (Sanitaires et vestiaires à Maussane, Etude Quai de Transfert et Requalification d'une déchèterie) *2021 : 6%*

16 % pour l'acquisition de bacs roulants collecte PAP

2021:45%

- 15 % pour le déploiement du dispositif Cliiink
- **3** % pour l'acquisition de composteurs, colonnes et de matériel informatique et mobilier

2021:1%

<1% pour l'acquisition de matériels divers.

Détails d'investissement :	2022	%
Acquisition véhicules pour la collecte (1 BOM, 1 mini benne)	290 623 €	38%
Déploiement CLIINK	119 070 €	15%
Enquête, dotation et acquisition bacs à puce (phase 3 pas complète)	125 609 €	16%
Acquisition composteurs	21 143 €	3%
Acquisition équipements informatiques et mobilier	2 261 €	0%
Centres techniques	44 202 €	6%
Requalification Déchèterie de Maussane	73 660 €	10%
Etude Quai de transfert	48 113 €	6%
Travaux déchèterie Saint-Rémy	45 981 €	6%
Dépenses d'investissement diverses	3 314 €	0%
Total DEPENSES INVESTISSEMENT	773 977 €	-48%

Répartition des recettes liées au FONCTIONNEMENT :

	2022	%
Recettes TEOM	5 543 545 €	89%
Recettes dotations, Soutiens-Vente tri, régies	602 870 €	10%
Atténuations de charges (remboursement personnels,)	76 827 €	1%
Autres produits divers	37 391 €	1%
Total RECETTES FONCTIONNEMENT	6 260 632 €	3%

A noter que l'accès en déchèterie pour les professionnels est gratuit depuis la crise sanitaire.

Répartition des recettes liées à l'INVESTISSEMENT

	2022
Subventions investissement (état, régions, départ)	309 149 €
Recettes d'investissement diverses (amortissement)	505 206 €
Total RECETTES INVESTISSEMENT	814 356 €

Tableau 5 - Répartition des recettes liées à l'investissement

3.2 - Résultats de la matrice Comptacoût

Le service Déchets utilise la méthode de comptabilité analytique Comptacoût de l'Ademe depuis 2019. Il est important de souligner que cet outil national prend en compte les populations municipales et un classement du territoire défini nationalement.

Ainsi, pour la Communauté de communes, le surclassement acté par arrêté préfectoral en 2021 pour la commune de Saint-Rémy de Provence d' une population annuelle de 19 336 habitants (et non 10 000) n'est pas comptabilisé. De même en est-il pour la hausse de population liée au tourisme de manière plus générale sur l'ensemble du territoire durant 6 mois de l'année.

Par ailleurs, la CCVBA est classée parmi les territoire semi-ruraux et non les territoires touristiques.

Ainsi les quotas sont calculés sur un nombre d'habitants qui ne correspond pas à la réalité puisque la population touristique importante sur notre territoire n'est pas prise en compte, il en résulte des chiffres moins favorables pour notre EPCI.

Calcul du coût par habitant

Le coût aidé hors taxe correspond au coût total de gestion des déchets, ici ramené à l'habitant, duquel sont déduites toutes les recettes, aides et subventions qui s'y rapportent. Il représente le coût restant à supporter par la collectivité.

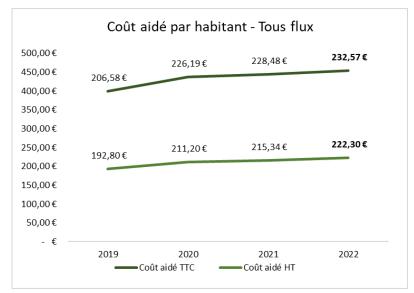
Le graphique ci-dessous représente la répartition du coût aidé total par flux.

Soit 222 € HT par habitant en 2022 (215 € en 2021)

Budget MATRICE comptabilité analytique (dont amortissement investissement)

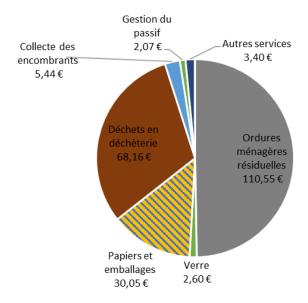
2022 : 6 188 008 € HT/ 6 473 712 € TTC

2021 : 5 995 150 € HT/ 6 360 993 € TTC



Le coût des collectes sélectives est moins élevé, de par les quantités collectées plus faibles par habitant et les soutiens et recettes qui en découlent.

Coût aidé en € HT par hab. et par flux



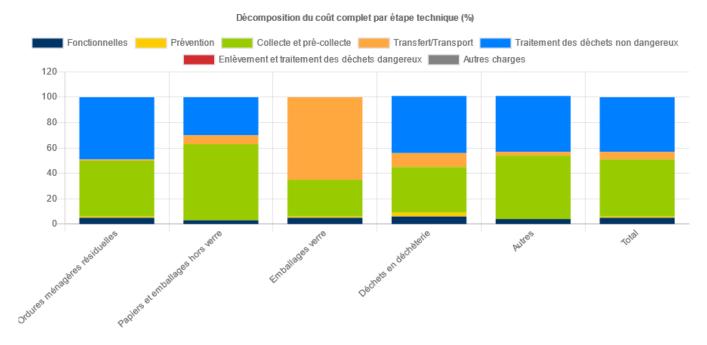


Figure - Décomposition du coût complet par étape technique

Le coût complet comprend toutes les charges concernant la gestion des déchets, de la prévention au traitement, sans déduction des recettes, soutiens et subventions. Le coût complet des OMR se décompose essentiellement en coût de collecte et coût de traitement. Le coût des emballages et du papier est plutôt essentiellement composé de coûts de collecte, le coût de traitement étant moindre. Le verre étant un flux sans coût de traitement, la collecte et le transport représentent l'essentiel des coûts. Enfin, les déchets de déchèteries sont couteux à l'étape du transport et du traitement. A noter que la CCVBA n'a pas de quai de transfert sur son territoire. Le poste carburant-transport est important dans le coût de collecte.

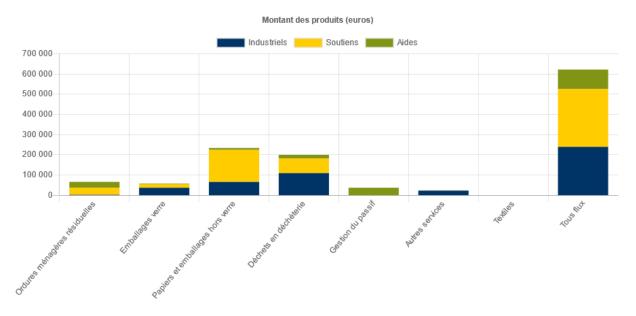


Figure -Montant des produits par types et par flux en 2022

Le graphique précédent illustre le montant des produits (recettes, soutiens et subventions) par flux. Les emballages et papier sont les flux les plus soutenus, suivis par les flux de déchèterie.

Le verre et les OMR engendrent autant de produits, mais de nature différente : le verre génère des recettes et les OMR disposent de soutiens liés au mode de traitement (compostage en 2020 – retard dans les liquidations) et au remplissage de la matrice des coûts.

Au total, près de la moitié des produits correspond à des soutiens, les recettes et les aides représentant respectivement moins d'un tiers des produits.

3.3 - Résultat de clôture des comptes

Le bilan financier sur l'année 2022 affiche un déséquilibre de 452 669 €, bien moins important qu'en 2021 du fait de la hausse du taux de TEOM.

Dans un premier temps, de meilleures performances en collecte sélective élèvent les recettes et la réduction de la production des OMR optimisent les dépenses de fonctionnement. Une modification du mode de traitement des OMR est également une piste d'amélioration notoire financièrement du fait d'une TGAP défavorable, notamment sur les années à venir.

En parallèle, la mise en place de la redevance spéciale à destination des professionnels et administrations permettraient de tendre vers un équilibre financier.

Les résultats très positifs du déploiement de la collecte en porte-à-porte sur 7 communes commencent à améliorer l'ensemble des recettes. Différentes actions déployées ou programmées : refus des bacs non conforme à la collecte, broyage à domicile des déchets verts chez les particuliers, création d'un quai de transfert sur Saint Rémy de Provence, acquisition de véhicules électriques, mise en œuvre du plan local de prévention des déchets, contrôle d'accès en déchèteries, sont autant de moyens d'améliorer la situation financière du service.

CONCLUSION

Notre territoire s'est engagé depuis 2017 sur de nombreux enjeux :

- préserver nos ressources et notre cadre de vie exceptionnel,
- réduire notre production globale des déchets afin de limiter les coûts liés à la collecte et au traitement des déchets,
- et offrir à ses administrés un service public de qualité et d'équité.

La CCVBA s'est engagée dans un programme d'actions important en matière de prévention, de collecte et de valorisation des déchets, qu'il s'agisse d'infrastructure, d'organisation nouvelle et fiscalité. Néanmoins, elle est tributaire du traitement externalisé de ses déchets, des situations de quasi-monopole des prestataires, de la hausse de la TGAP et de la tension actuelle sur les exutoires.

L'année 2022 montre à la fois des résultats très positifs en matière de réduction globale des ordures ménagères assimilés (OMA) grâce à la belle participation de usagers collectés en porte en porte. Le tri des emballages augmente et les ordures ménagères baissent. Les perspectives, avec la poursuite de la généralisation de la collecte individuelle en 2023 sur 3 dernières communes, la requalification d'une déchèterie, la mise en place d'un nouvel outil de contrôle d'accès en déchèteries, des nouvelles filières de recyclage et de réemploi, la mise en place d'une fiscalité plus juste et équitable avec la redevance spéciale des professionnels, vont permettre de pérenniser ces résultats y compris en déchèteries.